NATIONS UNIES
COMORES

RAPPORT ANNUEL 2023

AVANT-PROPOS 5

ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES 7

PARTENAIRES CLÉS 9

LES COMORES EN BREF 10

CHAPITRE 1 12

PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL

CHAPITRE 2 14

SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

2.1. Aperçu des résultats clés du Plan-cadre de coopération 14

2.2. Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération 20

2.3. Partenariats et financement du Programme 2030 44

2.4. Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble: cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies 45

2.5. Évaluations et leçons apprises 47

2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources 48

CHAPITRE 3 50

PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIESPOUR L'ANNÉE À VENIR

SIGLES ET ABRÉVIATIONS 52

AVANT-PROPOS

C'est avec un plaisir renouvelé que, par ce rapport annuel 2023, nous partageons avec vous les principaux résultats de l'action du Système des Nations Unies en Union des Comores. Le rapport annuel nous permet de rendre compte de la mise en œuvre du Cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable (UNSDCF 2022-2026) année après année. Nouvel instrument du partenariat entre les Nations unies et les Comores, l'UNSDCF soutient le pays dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et des priorités nationales de développement définies dans le Plan Comores Emergent.

Après trois ans de service aux Comores et à la veille de mon depart vers un autre pays, je note combien l'année 2023 a été charnière dans l'action des Nations unies aux Comores. Deuxième année de mise en œuvre de l'UNSDCF 2022-2026, l'année 2023 a vu les ressources annuelles doublées par rapport à l'année 2022, passant de 18 à 36 millions de dollars de ressources disponibles avec un nombre record d'une vingtaine d'agences onusiennes intervenant sur le terrain en une année. Pour moi, cela témoigne du renforcement de l'action des Nations unies dans le pays et de la confiance accordée par le pays dans l'action des Nations unies.

L'année 2023 a été aussi charnière dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et les ODD qui lui sont associés. Cette année marque la mi-parcours de l'Agenda 2030. Pour cela, l'équipe de pays a accompagné les Comores à disposer des données les plus à jour dans l'atteinte des cibles ODD. C'est la raison pour laquelle l'équipe de pays a soutenu la réalisation d'un deuxième examen national volontaire (ENV) sur les ODD aux Comores. Le rapport a permis au pays de connaitre sa situation à mi-parcours de l'Agenda 2030, de souligner les succès observés, les retards constatés et de formuler les recommandations idoines.

L'ENV 2023 montre que, à l'instar de nombreux pays, l'Union des Comores doit redoubler d'effort pour atteindre les ODD en 2030. Cependant, je souhaite souligner un succès majeur parmi tant d'autres : la baisse du taux de mortalité maternelle. Alors que le cible ODD est de 70 pour 100 000 naissances vivantes, le taux actuel est désormais de 53 pour 100 000 naissances vivantes aux Comores. Je tiens à féliciter l'action conjuguée des agences, du gouvernement et des autres partenaires pour l'obtention de ce résultat. Encourageons toutes les parties prenantes à maintenir les efforts pour maintenir ce cap.

Dans le même ordre d'idées, l'équipe de pays des Nations unies a soutenu la conduite de consultations nationales sur l'accélération des ODD en prélude du Sommet mondial sur l'accélération des ODD de septembre 2023. Les conclusions des consultations montrent l'intérêt des Comores à s'approprier les domaines de transitions pour l'accélération des ODD et appellent au développement d'une feuille de route nationale pour l'accélération des ODD. L'équipe de pays des Nations unies réitère sa disponibilité à accompagner une telle initiative.

L'année 2023 se distingue enfin par la présidence comorienne de l'Union Africaine. En tant que président du Forum des Partenaires au Développement (FPaD) des Comores, je salue la disponibilité et la mobilisation remarquables dont ont fait montre les membres du Forum en général et les agences du Système des Nations unies en particulier. En plus de la mobilisation d'une assistance technique auprès de la présidence comorienne, l'équipe pays des Nations unies a accompagné notamment l'organisation réussie de la consultation nationale sur la masculinité positive et la Conférence ministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique en Afrique dont la Déclaration de Moroni en est le produit final.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport annuel des résultats qui est un exercice de redevabilité et de transparence que nous nous imposons afin de permettre aux peuples que nous servons, aux partenaires qui nous soutiennent, aux Etats membres et au Secretariat Général d'être informés de notre action, de nos résultats, des atouts et des difficultés auxquelles nous faisons face dans notre mandat de soutenir le développement des Comores sans laisser personne de côté.

Marahaba mendji

FRANÇOIS BATALINGAYA
Coordonnateur Résident du Système
des Nations Unies aux Comores

ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES

21 AGENCES

AGENCES sous le cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026

L'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT) est composée des chefs des agences, fonds et programmes des Nations Unies actifs aux Comores. L'UNCT dirige la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération pour le développement durable 2022-2026, signé par toutes les 21 entités onusiennes en 2021, tout en étant guidé par l'appui conseil du groupe Programme.

L'Équipe de pays fait également partie du comité de pilotage qui assure, avec le Gouvernement, le leadership dans la mise en œuvre de l'approche « Unis dans l'action ».

Ainsi, les organismes des Nations Unies aux Comores travaillent conjointement avec le Gouvernement et les partenaires pour améliorer la vie et le bien-être des populations, réduire inégalités et soutenir la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

NATIONS UNIES COMORES

UNDRR UN Office for Disaster Risk Reduction

Centre du Commerce International

Nations Unies Commission économique pour l'Afrique

NATIONS UNIES CNUCED

United Nations Department of Economic and Social Affairs

UNCDF

unicef pour chaque enfant

UNFPA

FIDA Investir dans les populations rurales

ONUDC Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Food and Agriculture Organization of the United Nations

unesco

ONUDI ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Organisation internationale du Travail

OIM ONU MIGRATION

Organisation mondiale de la Santé

WFP World Food Programme

ONUSIDA

ONU environnement

PNUD

ONU HABITAT POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN

AGENCES
AVEC PERSONNEL DANS LE PAYS

Centre du Commerce International

unicef pour chaque enfant

UNFPA

FIDA
Investir dans les populations rurales

Food and Agriculture Organization of the United Nations

ONUDI ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Organisation internationale du Travail

OIM ONU MIGRATION

Organisation mondiale de la Santé

PNUD

ONU HABITAT
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN

AGENCES
SANS PERSONNEL DANS LE PAYS

UNDRR
UN Office for Disaster Risk Reduction

Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

NATIONS UNIES CNUCED

United Nations | Department of Economic and Social Affairs

UNCDF

ONUDC
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

unesco

WFP World Food Programme

ONUSIDA

ONU environnement

PARTENAIRES CLÉS

Les principaux partenaires de l'Équipe de pays des Nations Unies en Union des Comores dans la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération sont le Gouvernement des Comores, à travers le Commissariat général au plan, les ministères sectoriels, les institutions nationales, les organisations internationales de développement et de coopération internationale, les institutions financières, la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire, et les médias.

Le Gouvernement co-préside, avec le Système des Nations Unies, le comité de pilotage du Plan-cadre de coopération, veillant ainsi à son alignement aux priorités nationales contenues dans le Plan Comores Émergent.

L'Équipe de pays tient à remercier le Gouvernement des Comores pour sa confiance renouvelée au Système des Nations Unies. La mise en œuvre du Cadre de Coopération a été également soutenu par les différentes contributions de fonds, agences et programmes de développement et de coopération internationale.

PAYS PARTENAIRES

Gouvernement de l'Union des Comores

Australian Government
Department of Foreign Affairs and Trade

Allemagne · Canada · Corée du Sud · États-Unis d'Amérique · France · Japon

ENTITÉS PARTENAIRES

AFD Agence Française de Développement

ALECSO

BIC-COMORES atlantic group

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Banque Africaine de Développement · Fonds Africain de Développement

fem FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

Fondation AXIAN

ADAPTATION FUND

Gavi The Vaccine Alliance

gef

GREEN CLIMATE FUND

JICA

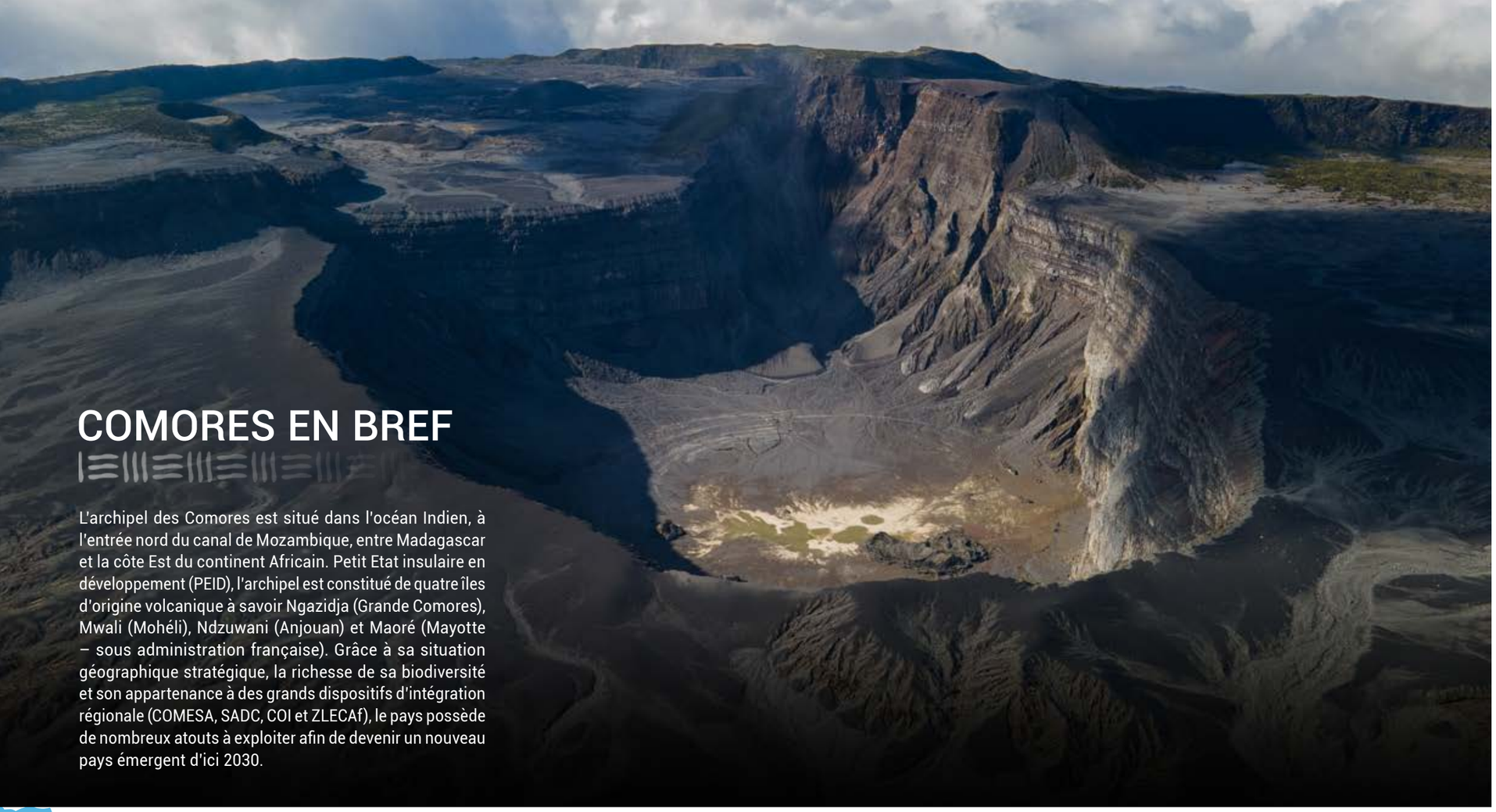
JOINT SDG FUND

KOICA Korea International Cooperation Agency

Telma

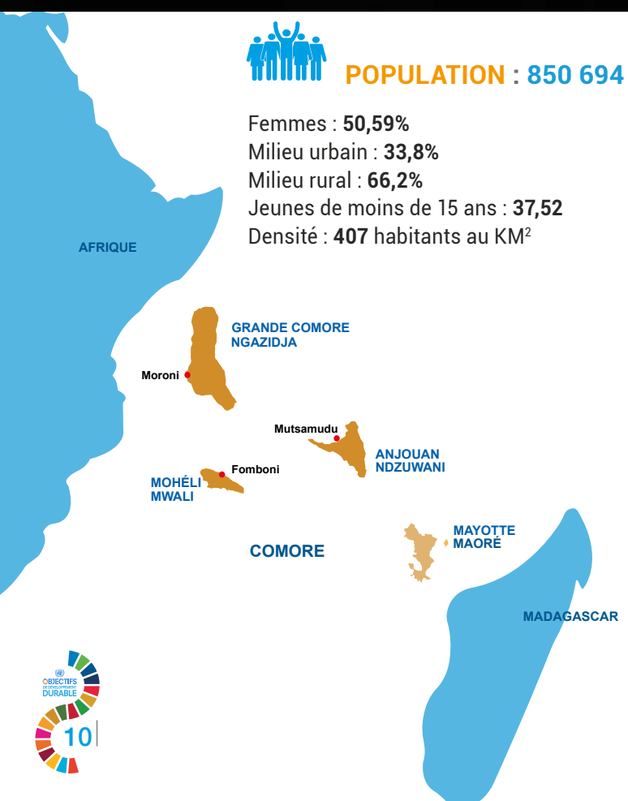
UNION EUROPÉENNE

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE



COMORES EN BREF

L'archipel des Comores est situé dans l'océan Indien, à l'entrée nord du canal de Mozambique, entre Madagascar et la côte Est du continent Africain. Petit Etat insulaire en développement (PEID), l'archipel est constitué de quatre îles d'origine volcanique à savoir Ngazidja (Grande Comores), Mwali (Mohéli), Ndzuwani (Anjouan) et Maoré (Mayotte – sous administration française). Grâce à sa situation géographique stratégique, la richesse de sa biodiversité et son appartenance à des grands dispositifs d'intégration régionale (COMESA, SADC, COI et ZLECAf), le pays possède de nombreux atouts à exploiter afin de devenir un nouveau pays émergent d'ici 2030.

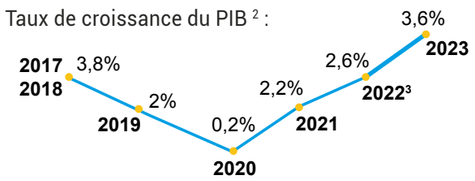


POPULATION : 850 694 [1]

Femmes : **50,59%**
Milieu urbain : **33,8%**
Milieu rural : **66,2%**
Jeunes de moins de 15 ans : **37,52**
Densité : **407** habitants au KM²

ECONOMIE

Taux de croissance du PIB [2] :



Population vivant dans l'extrême pauvreté : **30,4%**

SANTÉ

- Enfants de moins de 5 ans : 30% taux malnutrition chronique dont 15% de taux d'insuffisance pondérale
- 2,7 médecins pour 10 000 habitants
- Taux de mortalité maternelle :53 pour 100 000 naissances vivantes

1 Résumé des projections démographiques des Comores à partir des données du RGPH 2017, INSEED, Juillet 2022.
2 Rapport annuel, Banque Centrale des Comores, 2021
3 Rapport du Fonds monétaire international n°22/32

ENVIRONNEMENT

Perte de **90%** de la superficie forestière (1950 – 2016)
15% des espèces végétales disparues entre 2000 et 2006
158 indice de vulnérabilité au changement climatique

Les Comores sont connues pour :

- **Premier producteur** mondial d'Ylang-Ylang (70% de la production mondiale)
- **Quatrième** producteur mondial de Girofle
- **Top 10** des producteurs mondiaux de vanille
- **Top 5** des pays les plus densement peuplés d'Afrique
- **Le volcan Karthala**, toujours en activité, dont la caldeira fait partie des plus grandes au monde

Progrès sur les objectifs et les cibles

ODD	Score	Observations
ODD1 : Pas de pauvreté	C	Progrès insuffisant
ODD2 : Faim zéro	C	Progrès insuffisant
ODD3 : Bonne santé et Bien-être	B	Progrès modéré
ODD4 : Éducation de qualité	B	Progrès modéré
ODD5 : Egalite entre les sexes	B	Progrès modéré
ODD6 : Eau et assainissement	B	Progrès modéré
ODD7 : Énergie propre et d'un coût abordable	B	Progrès modéré
ODD8 : Travail décent et croissance économique	B	Progrès modéré
ODD9 : Industrie, innovation et infrastructure	B	Progrès modéré
ODD10 : Inégalités réduites	C	Progrès insuffisant
ODD11 : Villes et communautés durables	C	Progrès insuffisant
ODD12 : Consommation et production responsables	C	Progrès insuffisant
ODD13 : Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique	D	Pas de données suffisantes pour évaluer le progrès.
ODD14 : Vie aquatique	A	Progrès significatif
ODD15 : Vie terrestre	A	Progrès significatif
ODD16 : Paix, Justice et institutions efficaces	C	Progrès insuffisant
ODD17 : Partenariat	B	Progrès modéré

Source: VNR 2023

A : Progrès significatif; **B :** Progrès modéré;
C : Progrès insuffisant;
D : Pas de données suffisantes pour évaluer les progrès.

01

PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL

L'année 2023 constitue la deuxième année de mise en œuvre du cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 aux Comores. Il est aligné aux priorités nationales définies dans le Plan Comores Émergent à l'horizon 2030 et dans le Plan de relance 2022- 2026.

Fortement touchée par le Cyclone Kenneth de 2019, la pandémie de COVID-19 en 2020 – 2021 et les effets de la guerre russo-ukrainienne, l'économie comorienne se remet peu à peu. De 2% en 2019 à 0,2% en 2020, la croissance économique des Comores connait une légère reprise affichant un taux de 2,2% en 2021, un taux de 2,6% en 2022 et des projections faisant état de 3% pour 2023. L'inflation élevée, le fort taux de chômage des jeunes et la crise énergétique que connait le pays limite l'élan de croissance et l'impact global sur la population.

En termes de gouvernance, le pays est passé de la 167ème place à la 162ème sur l'indice de perception de la corruption de Transparency International avec un score de 20 sur 100. Cela est essentiellement dû à l'adoption d'une nouvelle loi sur la prévention et la lutte contre la corruption, suivie de la mise en place d'une Chambre anticorruption à la Cours Suprême. La mise en place d'un Conseil national de la concurrence va dans le même sens.

Sur le plan politique, le pays a connu des élections du Président de l'Union et des gouverneurs des îles dont le processus s'étale sur les années 2023-2024. Au titre de l'année 2023, le processus est marqué par des tensions pré-électorales dues essentiellement au processus d'enrôlement exceptionnel des électeurs, à la convocation anticipée du corps électoral, aux appels au boycott d'une partie de l'opposition, du rejet des dossiers de certains candidats. A la demande du gouvernement, les Nations Unies ont réalisé une mission NAM qui a formulé des recommandations. Les Nations Unies ont joué un rôle de bons offices et ont plaidé pour la tenue d'une élection transparente répondant aux principes démocratiques.

L'année 2023 est aussi marqué par des tensions en les Comores et les France à propos de l'opération dite « uwambushu », menée par la France à Mayotte avec l'objectif initial de procéder à 20 000 expulsions en deux mois, majoritairement de personnes originaires des Comores, sur ce territoire sous administration française. Ces tensions n'ont pas remis en question la coopération au développement entre les deux pays.

En 2023, l'Union des Comores a réalisé son deuxième examen volontaire national sur les ODD. Mené à mi-parcours de l'agenda 2030, ce rapport a permis une meilleure préparation du pays à prendre part au Sommet mondial sur l'accélération des ODD dont un rapport national propose des pistes d'action aux tours des six domaines de transition pour l'accélération des ODD.

EN 2023, les relations des Comores avec le FMI ont connu un nouveau palier, traduit par la conclusion d'un accord au niveau des services sur une Facilité de Crédit Élargie d'une durée de quatre ans avec un accès demandé de 32,04 millions de DTS (environ 43 millions de dollars US).

L'année 2023 est enfin marquée par la présidence comorienne de l'Union Africaine. Si le thème majeur de l'année 2023 était l'opérationnalisation de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine, d'autres priorités figuraient aussi sur l'agenda notamment : la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques dont une « Conférence ministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique en Afrique : les états insulaires et côtiers à l'avant-plan » fut organisé à Moroni 12 – 14 juin ; l'épanouissement et le renforcement des droits des femmes dont la 3ème Consultation des Femmes Leaders sur la Masculinité Positive fut organisée à Moroni 30-31 octobre et la 3ème Conférence de l'Union africaine sur la masculinité positive est co-organisée avec l'Afrique du Sud les 27 et 28 novembre à Pretoria. La présidence fut marquée aussi par l'admission de l'Union Africaine en tant que membre à part entière du G20.

02

SOUTIEN DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT A TRAVERS LE PLAN-CADRE DE COOPERATION

2.1. APERÇU DES RÉSULTATS CLÉS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

Le Plan- Cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2022 – 2026 est le programme unique de l'Equipe de Pays des Nations Unies pour contribuer aux priorités de l'Union des Comores et l'accompagner dans la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Ce cadre de coopération demeure aligné au Plan Comores Emergent (PCE)-horizon 2030 et à son plan de mise en œuvre, le plan de relance post-COVID 2022-2026. Il contribue à relever les défis majeurs ci-après retenus dans le PCE sous forme de priorités nationales. Ces mêmes défis sont identifiés dans le Bilan Commun Pays (CCA) et restent d'actualité selon sa version mise à jour en 2023 :

- Une exploitation non durable des écosystèmes terrestres et lagunaires et de ses immenses ressources,
- Des écosystèmes marins et côtiers fortement affectés par les pressions liées à l'érosion, aux pollutions diverses et à la surpêche,
- Une vulnérabilité élevée et une faible capacité de résilience face aux changements climatiques, etc.
- Les contraintes structurelles empêchant la stimulation de la croissance économique inclusive, pro-pauvre et créatrice d'emplois décents pour la jeunesse comorienne,
- La persistance de la pauvreté combinée aux inégalités et à la faiblesse des systèmes de santé et d'éducation,
- Une gouvernance politique, institutionnelle, administrative et économique faible liée notamment à une faible participation des citoyens aux affaires publiques, des faibles capacités des administrations publiques, une faible attractivité de l'environnement des affaires et une faible représentation des femmes dans les instances de décision locales et nationales.

Le Plan-Cadre de Coopération comprend les quatre objectifs ci-après correspondant à ses quatre Effets liés aux piliers Planète, Prospérité, Peuple et Paix de l'agenda du développement durable :

- Renforcer la résilience écologique et la gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques,
- Promouvoir une économie compétitive, moderne, résiliente et créatrice d'emplois décents grâce à une croissance forte, durable et inclusive,
- Valoriser le dividende démographique et promouvoir l'offre, la demande et l'utilisation inclusive et équitable de services sociaux de qualité par les populations, particulièrement les plus vulnérables,
- Renforcer l'État de droit, promouvoir les droits humains, consolider la démocratie et la paix ainsi que la cohésion sociale.

Les domaines d'interventions concernent :

Pour le **pilier Planète** :

Gouvernance des écosystèmes terrestres, approvisionnement en eau, énergie, résilience écologique et habitat durable,

Pour le **pilier Prospérité** :

Emplois décents, systèmes productifs, entrepreneuriat et compétitivité de l'économie,

Pour le **pilier Peuple** :

Gouvernance du système de santé, offre des services essentiels de santé, éducation et formation, protection sociale incluant les violences faites aux femmes et aux enfants,

Pour le **pilier Paix :**

Promotion de l'Etat de droit, égalité de genre, prévention et gestion des conflits, gestion du développement, droits humains, et développement des partenariats stratégiques.

L'Equipe de Pays des Nations Unies a poursuivi son appui en direction de ces objectifs, en 2022 et 2023.

L'appui cumulé de ces deux premières années du cycle a occasionné un investissement d'environ 36,6 millions USD représentant 12% des ressources totales planifiées et 23% des ressources déjà mobilisées pour le cycle programmatique 2022-2026.

Les appuis apportés contribuent à :

- Améliorer la gestion des écosystèmes terrestres et lagunaires et de ses immenses ressources,
- Réduire les pressions liées à l'érosion, aux pollutions diverses et à la surpêche, qui affectent les écosystèmes marins et côtiers,
- Renforcer les capacités de résilience et réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques,
- Créer des emplois décents et favoriser la compétitivité et la croissance économique inclusive,
- Consolider les capacités du système de santé renforcées au cours de la pandémie de la COVID-19,
- Améliorer l'offre d'éducation et de formation,
- Renforcer les capacités du système de protection sociale incluant la lutte contre les violences faites aux enfants, aux femmes et aux filles,
- Consolider et renforcer les capacités des institutions et des organisations étatiques et non étatiques à prévenir et gérer les conflits,
- Renforcer les capacités de la gestion du développement incluant la planification, le suivi-évaluation et le cadre de financement du développement.

L'Equipe de Pays des Nations Unies a su anticiper les conséquences prévisibles de la pandémie de la COVID-19 en les prenant en compte dans le plan-cadre de coopération qui inclut l'offre des Nations Unies à la réponse à cette crise. Elle a, par la suite, appuyé la mise en place, en 2022, du plan national de relance post-COVID. Ce dernier auquel le plan-cadre de coopération s'aligne fait office de plan opérationnel du PCE.

En dépit des contraintes liées notamment à la faiblesse des capacités nationales qui sont à renforcer et à la crise de la pandémie de la COVID-19, l'évolution, sur ces deux premières années, de la mise en œuvre du Plan-Cadre de coopération est globalement encourageante. En effet, au stade actuel, il est estimé, sur la base des indicateurs de produits renseignés, que 13 produits sur 18 seront potentiellement atteignables en 2026 ; ce qui traduit que, d'ici 2026, ce cadre de coopération contribuera, à plus de 70% des chances, à la réponse aux priorités nationales liées aux défis susmentionnés.

CONTRIBUTION DE L'EQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES A LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES INITIATIVES MONDIALES

ÉGALITE DE SEXE ET AUTONOMISATION DES FEMMES

Soutien à la Présidence comorienne de l'Union Africaine pour la préparation de la Conférence des Chefs d'Etats africains sur la masculinité positive, tenu à Johannesburg en novembre 2023, co-présidé par SEM Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, Président en exercice de l'UA et SEM Cyril Ramaphosa, Président de la République de l'Afrique du Sud.

Dans le cadre de la préparation de la Conférence des Chefs d'Etats africains de novembre 2023, une conférence au titre de la troisième consultation des femmes leaders sur la masculinité positive est organisée, en octobre 2023, à Moroni, avec l'appui de l'Equipe de Pays des Nations Unies. Cette conférence est axée sur le thème « Stimuler l'engagement en faveur de l'autonomisation économique des femmes et mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles ».

Cette consultation a été honorée par la participation d'environ deux cent personnes dont plusieurs femmes leaders du continent africain, notamment SEM Sahle-Work Zewde, Présidente de la République Démocratique Féderale d'Ethiopie, SEM Ameenah Gurib-Fakim, ancienne présidente de Maurice, SEM Fatoumata Jallow-Tambajang, ancienne vice-présidente de la Gambie, l'honorable Dr Joyce TR Mujuru, ancienne vice-présidente du Zimbabwe, Mme Nokuzola Sisisi Tolashe, ministre déléguée auprès de la présidence chargée des femmes, des jeunes et des personnes handicapées de la République d'Afrique du Sud, l'honorable Gertrude Mongella, pionnière de l'AWLN (African Women Leaders Network) et SE Dr. Monique Nsanzabaganwa, Vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (CUA).

Cette consultation a débouché sur une déclaration affirmant avec fermeté l'impératif d'impliquer activement les hommes et les garçons en tant qu'alliés, et de collaborer en partenariat avec les femmes pour contribuer à la résolution des problèmes inhérents à la prévention et à l'éradication de toutes les formes de discrimination et de violence à l'encontre des femmes et des filles en Afrique.

Cette déclaration a recommandé spécialement de plaider en faveur de la levée des sanctions qui affectent les femmes de manière disproportionnée au Niger et dans d'autres pays africains concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE : ÉCONOMIE BLEUE ET ACTION CLIMATIQUE

Première Conférence Ministérielle « Blue Future sur l'Economie Bleue et l'Action climatique en Afrique : les Etats insulaires et côtiers à l'avant-garde », à Moroni, juin 2023.

S'inscrivant dans l'initiative continentale de la Grande Muraille Bleue qui concerne les Etats insulaires et côtiers de l'Afrique, l'Union des Comores a accueilli, en juin 2023, à Moroni au Palais du Peuple, la première conférence régionale ministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique dénommée « Conférence Ministérielle Blue Future sur l'Economie Bleue et l'Action climatique en Afrique : les Etats insulaires et côtiers à l'avant-garde » , sous le haut-patronage de SEM Azali Assoumani, Chef de l'Etat et actuel Président en exercice de l'Union Africaine. Cette conférence est justifiée par l'importance cruciale de la préservation des océans, de l'action climatique et du développement durable des communautés côtières.

Cette conférence dont l'organisation a bénéficié de l'appui de l'Equipe de Pays des Nations Unies a eu la participation des 11 pays suivants : Union des Comores, République d'Afrique du Sud, République du Cap Vert, République du Kenya, République de Madagascar, République de Maurice, République du Mozambique, République des Seychelles, République de Sao Tomé et Principe, République Fédérale de Somalie et République Unie de Tanzanie.

La déclaration de Moroni pour une une action en faveur de l'océan et du climat en afrique qui en est le principal résultat de cette conférence a institué le «Processus de Moroni pour l'action sur les océans et le climat en Afrique et les spécificités des Etats insulaires d'Afrique». Elle a substantiellement contribué à la déclaration faite à Nairobi, en septembre 2023, par les dirigeants africains sur le changement climatique et l'appel à l'action.

Tableau sur la structure de l'UNSDCF (priorités nationales de développement, Piliers, Priorités stratégiques des NU, Résultats ou Effets, ODD et Agences contributrices

PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	PILIERS DE L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	PRIORITÉS STRATÉGIQUES DES NATIONS UNIES	RÉSULTATS OU EFFETS	ODD	AGENCES CONTRIBUTRICES
Promouvoir la durabilité environnementale	PLANÈTE	**PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 :** Renforcement de la résilience écologique et de la gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques	**RÉSULTAT 1 :** D'ici 2026, les acteurs étatiques et non étatiques, la population comorienne, notamment les groupes les plus vulnérables, renforcent leur résilience face au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux crises et assurent une gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques associés dans un contexte de promotion d'habitat durable à faible empreinte environnementale		**CEA, UNDRR, ONU HABITAT, UNCDF, UNESCO, FAO, PNUD, UNICEF, ONUDI, PAM, PNUE**
Soutenir une croissance économique inclusive, créatrices d'emploi décents pour la jeunesse comorienne	PROSPÉRITÉ	**PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 :** Promotion d'une économie compétitive, moderne, résiliente et créatrice d'emplois décents grâce à une croissance forte, durable et inclusive	**RÉSULTAT 2 :** D'ici 2026, la population comorienne, et notamment les plus vulnérables, jouit d'une prospérité partagée, bâtie sur une économie plus compétitive et inclusive, sur des partenariats publics-privés renouvelés, et dans une perspective de croissance durable tournée vers les secteurs d'avenir (économie verte, bleue et numérique).		**CEA, FIDA, UNCDF, UNFPA, OIM, ONU HABITAT, ONUDI, PNUD, OIT, CNUCED**
Réduire la pauvreté combinée aux inégalités et à la faiblesse des systèmes de santé et d'éducation;	PEUPLE	**PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 :** Valorisation du dividende démographique et promouvoir l'offre, la demande et l'utilisation inclusive et équitable de services sociaux de qualité par les populations, particulièrement les plus vulnérables	**RÉSULTAT 3 :** D'ici 2026, la population comorienne particulièrement les plus vulnérables, tire profit du dividende démographique et utilise davantage de services adéquats, inclusifs, équitables, sensibles au genre, pérennes et de qualité de santé, de nutrition, d'éducation,de protection sociale, de prise en charge des victimes de violences		**OMS, UNFPA, OIM, OIT, ONUSIDA, UNESCO, UNICEF**
Renforcer la participation des citoyens aux affaires publiques **Promouvoir la gouvernance inclusive, l'État de droit et la redevabilité**	PAIX	**PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 :** Renforcement de l'État de droit, promouvoir les droits humains, consolider la démocratie et la paix ainsi que la cohésion sociale.	**RÉSULTAT 4 :** D'ici 2026, les institutions publiques sont plus inclusives, efficaces, redevables et résilientes et renforcent la participation citoyenne à la vie publique, la cohésion sociale, es droits de l'homme, l'égalité de genre et la démocratie		**CCI, OIT, OIM, UNFPA, ONUDI, ONUSIDA, ONU HABITAT, UNICEF, PNUD**

2.2. PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

2.2.1. Aperçu global de la contribution des Nations Unies à la mise en œuvre des ODD: Evolution en 2023 des 20 nouveaux indicateurs de produits sélectionnés par l'Equipe de Pays

P-PLANETE / EFFET 1 UNSDCF

ODD	Code Indicateur Output	Indicateur	Baseline 2021	Valeur/statut 2023
6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT	6.3*	Nombre de personnes bénéficiant au moins de services de base en matière d'assainissement avec l'aide des Nations unies	21320	0
7 ENERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE	7.2	Capacité (en mégawatts) en énergie renou-velable installée par technologie, avec le soutien des Nations unies : a) solaire ; b) éolienne ; c) biomasse ; d) hydraulique ; e) géothermique ; f) autre	a) solaire:6,2 MW ; b) éolienne:0; c) biomasse:0 ; d) hydraulique:0,8 MW e) géothermique:0 ; f) autre;	a) solaire:6,2 mégawatts b) éolienne:0; c) biomasse:0 ; d) hydraulique:0,8 mégawatts e) géothermique:0 ; f) autre;

* Indicateur adapté au niveau de l'UNCT

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	**12.3**	Nombre de personnes bénéficiant directement d'initiatives, avec le soutien des Nations unies, visant à protéger la nature et à promouvoir l'utilisation durable des ressources	36000	27 000 Dont 11450 femmes
14 VIE AQUATIQUE	**14.1**	Nombre d'institutions gouvernementales ayant renforcé les réglementations en matière d'exploitation et mis fin à la surpêche, à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) ou aux pratiques de pêche destructrices, ou ayant mis en place des plans de gestion scientifiques visant à rétablir les stocks de poissons à des niveaux permettant d'obtenir un rendement maximal durable en fonction de leurs caractéristiques biologiques, avec le soutien de l'ONU.	**6**	**6**
15 VIE TERRESTRE	**15.2**	Superficie des zones terrestres et marines protégées créées ou faisant l'objet de pratiques de gestion améliorées (hectares), soutenues par les Nations Unies	**1 165.77 Km²** a) 618.15 Km² terrestre b) 547.62 Km² marins	**1165.77 Km²** a) 618.15 Km² terrestre b) 547.62 Km² marins
	15.3	Nombre d'hectares (ha) de forêts dégradées faisant l'objet d'une a) réhabilitation ; b) restauration, avec le soutien des Nations unies	**17 564,9 ha dont:** • 14 291,8 ha de forêt primaire • 3273,1 ha de forêt secondaire	**17 564,9 ha dont :** • 14 291,8 ha de forêt primaire • 3273,1 ha de forêt secondaire **6.7 ha de plants reboisés**

P-PROSPÉRITÉ / EFFET 2 UNSDCF

ODD	Code Indicateur Output	Indicateur	Baseline 2021	Valeur/statut 2023
2 FAIM «ZÉRO»	**2.1**	Élaboration, avec le soutien des Nations unies, de politiques, de stratégies et de programmes d'investissement sectoriels et/ou intersectoriels, nouveaux ou améliorés, visant à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition.	**OUI**	**OUI**
	2.2	Nombre d'organisations rurales, d'institutions gouvernementales et d'autres parties prenantes concernées dotées de capacités renforcées pour concevoir et mettre en œuvre des politiques qui améliorent la productivité, le revenu net et les conditions de travail au sein du système agroalimentaire	**23**	**24**
	2.3	Nombre d'institutions gouvernementales et non gouvernementales ayant une capacité accrue à concevoir, mettre en œuvre et financer des politiques de prévention et de réduction de la malnutrition et de promotion d'une alimentation saine, avec le soutien des Nations unies	**10**	**10**

P-PEUPLE/ EFFET 3 UNSDCF

ODD	Code Indicateur Output	Indicateur	Baseline 2021	Valeur/statut 2023
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	3.1	Nombre de politiques nationales sur la santé (y compris la santé en général ou des domaines de santé spécifiques tels que la santé sexuelle et reproductive, les maladies non transmissibles et transmissibles), conformes aux normes des droits de l'homme, sont élaborées et adoptées, avec le soutien des Nations unies.	5	11
	3.2	Niveau de solidité du système de soins de santé primaires (SSP), atteint avec le soutien de l'ONU. Echelle [0-41]	20	26
4 ÉDUCATION DE QUALITÉ	4.1	Mesure dans laquelle le système éducatif est inclusif et équitable du point de vue du genre pour l'accès aux possibilités d'apprentissage, et conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme, avec le soutien de l'ONU	1.5	2
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	5.7	Des mécanismes sont en place pour favoriser les décisions des femmes et des filles concernant les relations sexuelles, l'utilisation de contraceptifs et les soins de santé génésique, avec le soutien des Nations unies.	OUI	OUI

P-PAIX/EFFET 4 UNSDCF

ODD	Code Indicateur Output	Indicateur	Baseline 2021	Valeur/statut 2023
1 PAS DE PAUVRETÉ	1.2	Nombre d'institutions ayant amélioré leur capacité à renforcer la sécurité foncière avec le soutien de l'ONU	2	3
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	5.1	Nombre de lois et de règlements, fondés sur les normes et les standards internationaux en matière de droits de l'homme, élaborés avec le soutien de l'ONU pour : a) éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles (EVAWG), y compris les pratiques néfastes (HP) ; b) promouvoir l'égalité d'accès aux soins, à l'information et à l'éducation en matière de santé sexuelle et génésique (SRH)	2	3
	5.4	Existence d'un mécanisme national ou infranational pour lutter contre les normes, stéréotypes, pratiques et relations de pouvoir discriminatoires aux niveaux individuel, social et institutionnel en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, avec le soutien des Nations unies.	OUI	OUI

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	5.6	Nombre de filles et de femmes ayant bénéficié de services liés aux pratiques néfastes, notamment le mariage précoce et forcé des enfants et les mutilations génitales féminines, avec le soutien des Nations unies	252	773
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS	17.2	Degré d'alignement du système budgétaire national sur les objectifs de développement durable (ODD) qui permet de suivre l'affectation du budget pour les ODD, y compris par le biais d'une budgétisation sensible au genre, avec le soutien des Nations unies.	Limitée	Limitée
	17.3	Mécanismes/initiatives de collecte et d'analyse de données fournissant des données ventilées pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et renforcer la cohérence des politiques en faveur du développement durable, établis/mises en œuvre avec le soutien de l'ONU	Modérée	Modérée
	17.4	Existence d'une stratégie nationale de financement des objectifs de développement durable (ODD) dans le pays, élaborée avec le soutien de l'ONU	OUI	OUI

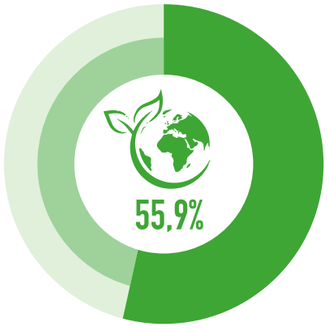
2.2.2. Mise en œuvre du Plan-Cadre de Coopération

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

Résilience écologique et durabilité environnementale

Résultat 1 :

D'ici 2026, les acteurs étatiques et non étatiques, la population comorienne, notamment les groupes les plus vulnérables, renforcent leur résilience face au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux crises et assurent une gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques associés dans un contexte de promotion d'habitat durable à faible empreinte environnementale.



$USD 15.537.910

PILIER PLANÈTE

RÉSULTATS CLÉS

40 ▲ **32** en 2022 ▼ **0** en 2020
Zones d'importance élevée pour la biodiversité effectivement protégées ;

29% ▲ **15%** en 2022/20 ▼
De la population disposant toute l'année d'un approvisionnement en eau potable et salubre;

16% ▲ **10%** en 2018 ▼
De structures sanitaires disposant des systèmes d'approvisionnement et de services d'hygiène et d'assainissement ;

15% ▲ **5%** en 2019 ▼
D'écoles publiques disposant au moins des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement ;

20% ▲ **0%** en 2022 ▼
Des comités de gestion intégrée de la ressource en eau observant la parité femmes/hommes ;

Mise en place de la loi sur les énergies renouvelables promulguée en 2023 (Non existante en 2020) ;

6,8% ▲ **4%** en 2017 ▼
Des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique ;

50% ▲ **31%** en 2022 ▼ **20%** en 2020
De la population couverte par les systèmes d'alerte précoce liés au climat et d'autres mesures de réduction des risques pour les aléas volcanique, géophysiques et hydrométéorologiques ;

4 ▲ **0** en 2022/20 ▼
De collectivités territoriales ayant adopté et mis en place des stratégies locales de réduction des risques de catastrophe sensibles au genre, et alignées avec la stratégie nationale et le cadre de Sendai.

LA FORCE ET LA RÉSILIENCE

d'une femme de détermination.

Dans le cadre du projet RENAP1 financé par le PNUD et le GEF, Rahamata Ahamada, âgée de 39 ans, a occupé le poste de Conservatrice du Parc National de Ngazidja, supervisant les activités des parcs, la gestion du personnel et la logistique. Son rôle crucial comprend la coordination des écogardes et des spécialistes en mobilisation communautaire pour sensibiliser les populations à la préservation de l'environnement, surveiller les parcs nationaux des Comores, promouvoir l'éducation environnementale et encourager la participation communautaire aux projets de conservation.

Grâce à ses efforts et à ceux de son équipe, des réalisations significatives ont été accomplies. Les travaux de reboisement massif ont permis de restaurer les écosystèmes à Nkurani SIMA, Kandzilé et Bahani, augmentant ainsi la couverture forestière et générant des revenus grâce aux plantations fruitières. De plus, les initiatives de suivi écologique ont permis d'observer l'évolution des espèces aviaires dans leur habitat naturel, offrant un nouvel espoir pour la survie d'espèces menacées.

Le projet RENAP1 a également contribué à la création de 5 nouveaux parcs nationaux (Karthala, Coelacanthes, Mitsamiouli Ndrudé, Mont Tringui et Shissiwani) et à la reconnaissance de Mohéli comme île de réserve biosphère de l'UNESCO. Des fonds ont été alloués pour soutenir les activités génératrices de revenus des communautés locales, leur permettant ainsi de s'adapter aux changements induits par la création des parcs nationaux.

"Le projet RENAP a également soutenu les communautés locales en créant des activités génératrices de revenus, compensant ainsi les pertes économiques liées à la protection environnementale. Les femmes, particulièrement affectées par les changements climatiques, jouent un rôle crucial dans ce processus, contribuant activement à la conservation de la nature".

Engagée dans la cause environnementale, Rahamata s'investit pleinement dans la protection de la biodiversité, conscients des défis auxquels sont confrontées les communautés, en particulier les femmes, en raison des changements climatiques. Grâce à son leadership et à son engagement, elle a été récemment nommée Conservatrice du Parc National Karthala dans le projet protection de la biodiversité grâce à la gestion efficace du réseau national des aires protégées des Comores (RENAPII), témoignant ainsi de sa contribution exceptionnelle à la préservation de l'environnement aux Comores.

Au titre du pilier planète, l'Equipe de Pays des Nations Unies a poursuivi son appui, en 2023, dans les domaines de : (i) la gestion de l'environnement notamment la gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins, (ii) l'accès et la gestion durable de l'eau potable, (iii) l'accès à l'énergie sûre, propre et à coût abordable, (iv) la résilience face au changement climatique et aux catastrophes naturelles et aux crises et, (v) l'habitat durable à faible empreinte environnementale.

Les interventions réalisées avec la participation et l'inclusion des parties prenantes notamment les institutions, les communautés et les groupes vulnérables incluant les femmes ont permis de : renforcer la législation relative à l'environnement avec la prise en compte des innovations technologiques et les problématiques de l'économie bleue et verte ; améliorer les infrastructures pour le développement des chaines de valeurs; renforcer la sécurité maritime incluant la surveillance côtière et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée, et non règlementée (INN); renforcer les capacités en matière de restauration des terres et des forêts pour la gestion durable des ressources et la protection de l'environnement avec l'adoption d'un plan d'actions national de restauration des paysages et la mise à disposition de plants arboricoles et essences forestières endémiques pour le reboisement ; et construire le laboratoire national de contrôle de la qualité de l'eau.

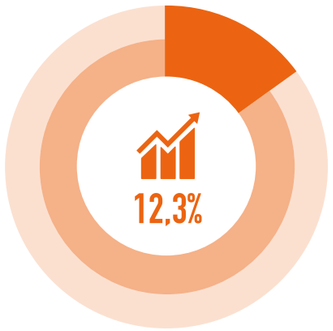
Des progrès notables sont enregistrés. Il s'agit de : l'augmentation de 25% du nombre de zones d'importance élevée pour la biodiversité effectivement protégée ; l'accroissement de 14 points de pourcentage de la population disposant d'un approvisionnement en eau potable et salubre; la création des comités de gestion intégrée de la ressource en eau observant la parité femmes/hommes dont le pourcentage passe à 20% (contre 0 en 2020); la mise en place de la loi sur les énergies renouvelable promulguée en 2023;l'augmentation de 19 points de pourcentage de la population couverte par les systèmes d'alerte précoce liés au climat et d'autres mesures de réduction des risques pour les aléas volcaniques ; l'augmentation, passant de 0 à 4, du nombre de collectivités territoriales ayant adopté et mis en place des stratégies locales de réduction des risques de catastrophe sensibles au genre, et alignées avec la stratégie nationale et le cadre de Sendai.

PRIORITÉ
STRATÉGIQUE 2

Croissance inclusive, emplois décents et réduction des inégalités

Résultat 2 :

D'ici 2026, la population comorienne, et notamment les plus vulnérables, jouit d'une prospérité partagée, bâtie sur une économie plus compétitive et inclusive, sur des partenariats publics-privés renouvelés, et dans une perspective de croissance durable tournée vers les secteurs d'avenir (économie verte, bleue et numérique).



$USD 3.427.036
PILIER PROSPÉRITÉ

RÉSULTATS CLÉS

3 ▲ **2** en 2022 ▼ **1** en 2020

Partenariats public-privé mis en œuvre dans les secteurs clés de l'économie verte et bleue ;

16 ▲ **7** en 2022 / 2020 ▼

D'incubation spécialisées dans l'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin, jeune et innovant sur l'ensemble des îles des Comores ;

Mise en place d'un cadre légal, institutionnel, politique et juridique favorable au développement de l'écosystème numérique (Non mis en place en 2020, 2022) ;

3000 ▲ **270** en 2022 ▼ **200** en 2019

Personnes bénéficiant d'opportunités économiques durables liées à l'économie circulaire et la valorisation des biens et services écosystémiques ;

4 ▲ **0** en 2022 comme cible 500 ▼

Personnes bénéficiant d'opportunités économiques durables liées à l'économie circulaire et au développement vert ;

5424 ▲ **4202** en 2022 / 20 ▼

Exploitants des systèmes et des chaines de valeurs agricoles utilisant des techniques et des technologies résilientes ;

71% & 29% ▲ 60% / 45% en 2022 avec comme cible 50% pour chacun des 2 secteurs en 2026). ▼

De valeur ajoutée de la chaine de valeurs respectivement pour l'agriculture et la pêche attribuable à des femmes dans les zones de concentration

QUATRE-VINGT FEMMES

formées, structurées en coopératives, équipées et accompagnées jusqu'a la commercialisation des produits de pêche fumés et sèches.

80 femmes, sélectionnées parmi les associations de pêcheurs de trois localités où un programme de cogestion des ressources halieutiques a été instauré, ont bénéficiées de formations dispensées par le Projet Développement de l'Economie Bleue aux Comores (DEBC) de l'OIT, visant à soutenir le lancement et le développement des coopératives pour créer des opportunités économiques et d'emplois décents pour les jeunes et les femmes à travers le développement de secteurs clés de l'économie bleue, dont la pêche, pour une meilleure transition vers une économie inclusive et à faible émission de carbone

Ces formations ont porté sur les techniques de conservation et de transformation à valeur ajoutée des produits de la pêche. De plus, ces femmes ont reçu des équipements pour la transformation ainsi que du matériel d'emballage des produits fumés et séchés en vue de leur commercialisation.

En parallèle, le projet DEBC accompagnait ces 80 femmes dans la création et la gestion de coopératives, en utilisant les outils Think.COOP et Start.COOP de l'OIT. De surcroît, une formation GERME Niveau 1 a été dispensée aux femmes, dont la plupart n'ont pas bénéficié d'une éducation formelle, afin de les habiliter à développer leurs activités entrepreneuriales dans le domaine du fumage et du séchage du poisson.

Ces formations ont abouti à la création de quatre coopératives de femmes spécialisées dans la transformation et la commercialisation du poisson fumé et séché. De plus, une plateforme d'échange numérique est mise en place pour faciliter la commercialisation. Ces coopératives sont les suivantes :

- **"Saveur de Malé" à la Grande-Comores**
- **"Les Fruits de mer de Moimbao" à Mohéli**
- **"Lada Ya Moya" à Anjouan**
- **"Bleue Fumée" à Moroni la Grande-Comores**

Au titre du pilier prospérité, l'appui des Nations Unies en 2023 est maintenu dans les domaines de : (i) l'emploi décent et système productif, (ii) le développement de l'écosystème entrepreneurial, (iii) la compétitivité de l'économie, (iv) le développement vert incluant l'économie circulaire, (v) le développement du système d'information sur l'emploi et l'entrepreneuriat avec l'approche à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour les jeunes, les femmes, les personnes en situation d'handicap et les migrants et (vi) le développement des systèmes et chaines de valeurs agricoles pour l'adaptation aux changements climatiques, l'entrepreneuriat, la diversification et la digitalisation de l'économie.

L'Equipe de Pays des Nations a apporté son appui dans ses domaines à travers des interventions réalisées principalement pour renforcer : le développement des entreprises comoriennes pour la transformation des produits en misant notamment sur la normalisation; le développement du dialogue public-privé notamment le dialogue social tripartite sur la transition juste vers une économie bleue, inclusive et créatrice d'emplois; les capacités de commercialisation des produits agricoles des Centres Ruraux de Développement Economiques (CRDE); celles des exploitants agricoles incluant les jeunes entrepreneurs ruraux; celles de la transformation des produits locaux en particulier les produits céréaliers; celles de la conservation des produits maraichers et vivriers; le développement des cultures vivrières et de l'horticulture notamment la culture de la banane, la patate douce, le manioc, les agrumes et les avocats; le développement d'une nouvelle culture d'exportation qui est le gingembre dont la production a doublé en 2023; la promotion de nouvelles opportunités économiques dans le domaine de l'économie bleue en faveur des représentants du secteur privé et de la société civile incluant les femmes et les jeunes; la promotion de l'incubation pour le développement de l'entrepreneuriat dont celui des femmes et des jeunes.

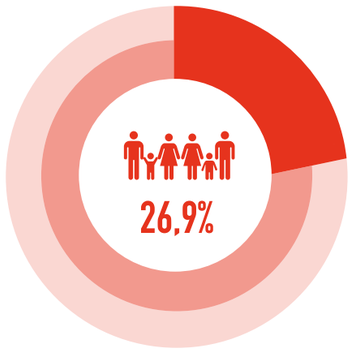
Nombre de progrès est enregistré auquel les interventions déployées par les Nations Unies ont contribué. Dans le domaine du développement de l'écosystème entrepreneurial, ces interventions ont permis d'améliorer la collaboration entre les secteurs public et privé avec 3 partenariats public-privé concrétisés contre 2 en 2022. Dans ce domaine, l'appui apporté a contribué au développement des structures d'incubation spécialisée dans l'entrepreneuriat féminin et des jeunes dont le nombre a connu une hausse drastique de 129%. En matière de développement vert incluant l'économie circulaire, le nombre des acteurs bénéficiaires ayant tiré profit des opportunités économiques durables créés ou promues est multiplié par 10. Les interventions ont également contribué à : développer les chaines de valeurs agricoles avec une augmentation de 29% du nombre d'exploitants utilisant des techniques et des technologies résilientes ; et améliorer la contribution des femmes à la valeur ajoutée de ladite chaine de valeurs dans les zones de concentration.

PRIORITÉ
STRATÉGIQUE 3

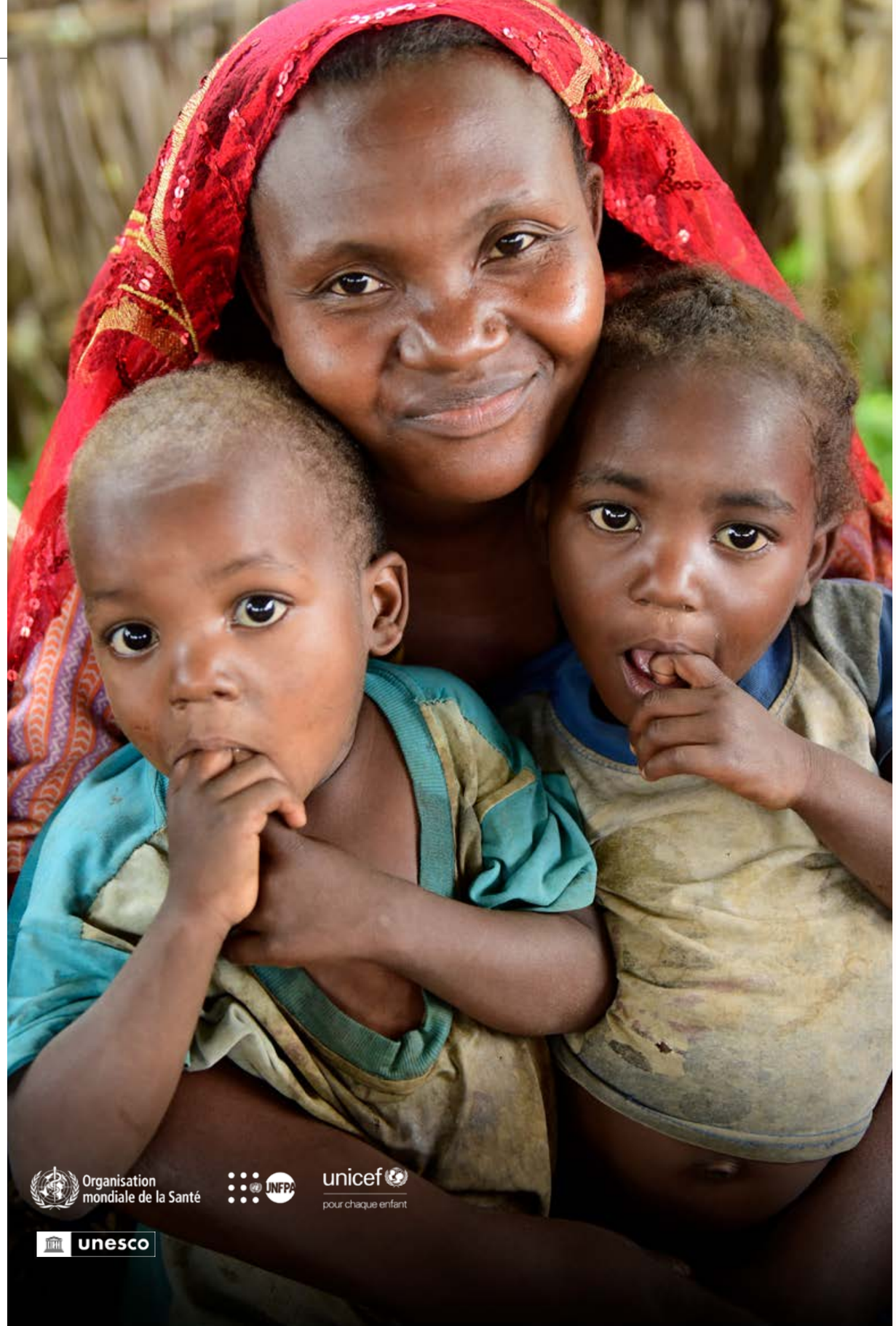
Accès aux services de base, protection sociale et lutte contre les violences

Résultat 3 :

D'ici 2026, la population comorienne particulièrement les plus vulnérables, tire profit du dividende démographique et utilise davantage de services adéquats, inclusifs, équitables, sensibles au genre, pérennes et de qualité de santé, de nutrition, d'éducation, de protection sociale, de prise en charge des victimes de violences.



$USD 7.478.130
PILIER PEUPLE



RÉSULTATS CLÉS

14 ▲**14** en 2022 ▼ **10** en 2019
Documents de normes et standards, de politiques, stratégies et plans élaborés/mis à jour;

57% ▲**11%** en 2022 ▼ **0%** en 2019
Des maternités répondant aux normes SONUB ;

60% ▲ **60%** en 2022 ▼ **0%** en 2019
Des maternités répondant aux normes SONUC;

31% ▲ **36%** en 2022 ▼ **5%** en 2020
Des décès maternels notifiés et audités ;

Succès thérapeutique de la Tuberculose toute forme confondue (90%)

1350 ▲**1200** en 2022 ▼ **2000** en 2020
Filles et femmes qui reçoivent des services de prévention et de protection contre le mariage précoce;

80% ▲ **82%** en 2022 ▼ **8%** en 2020
Du personnel enseignant ayant bénéficié d'un renforcement des capacités pédagogiques et individuelles dans les thématiques clés du renforcement de la résilience, des TICE et l'utilisation des nouveaux manuels ;

3600
Élèves du CP et 3500 enseignants supplémentaires du cycle primaire bénéficiaire de kits scolaires ;

26% ▲ **15%** en 2019 / 22 ▼
De conseils d'écoles dont les capacités de gestion sont renforcées en matière de pilotage et de gouvernance;

50% ▲ **49%** en 2022 ▼ **0%** en 2020
De population comorienne vaccinée contre la COVID-19;

255 ▲ **25** en 2022 ▼ **100** en 2020
De personnes formées et actives dans la protection sociale et la lutte contre les violences faites aux enfants, jeunes et femmes ;

LES ACTEURS NON-ÉTATIQUES,

une solution pour la promotion de la Santé.

En Union des Comores, le ministère de la Santé fait face à une insuffisance de ressources humaines. Une situation qui impacte la mise en œuvre correcte et effective des activités, fragilisant ainsi sa crédibilité dans la capacité d'exécution des programmes financés par les partenaires et bailleurs du secteur de la Santé. Il y a, en effet, un faible taux d'utilisation des ressources financières disponibles malgré tous les défis du système de Santé du pays.

Pour appuyer le ministère dans la mise en œuvre des activités impactant véritablement et positivement la santé de la population, l'OMS a proposé une initiative qui permettrait à des Acteurs non-étatiques qui interviennent déjà au sein de la communauté, d'obtenir des moyens pour renforcer la promotion de la Santé. Cette idée lancée par le Directeur général de l'OMS et relayée par la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique a été appréciée par les autorités sanitaires des Comores. C'est pourquoi, depuis 2021, le bureau pays de l'OMS aux Comores conduite par Dr DIARRA Abdoulaye expérimente le partenariat avec les Organisations de la Société civile (OSC) pour mener des activités de promotion de la Santé. « Cette initiative permet d'impliquer la communauté dans la résolution des problèmes de santé qui les concernent directement. L'OMS octroie des fonds catalytiques aux OSC, en accord avec le ministère de la Santé, pour soutenir les projets portés par ces Acteurs non-étatiques au profit de la promotion de la Santé dans toutes les régions des Comores», souligne le Représentant de l'OMS qui a su compter sur l'accompagnement du bureau du Coordonnateur Résident du système des Nations Unies Monsieur François Batalingaya tout au long du processus. Le RC est persuadé que les résultats contribueront à l'atteinte des ODD en Union des Comores.

L'OMS a accompagné les OSC dans la conception et la mise en œuvre des projets de promotion de la santé. Le processus a été conduit en différentes phases : sélection et formation des OSC sur l'élaboration et la mise en œuvre de projet, sur l'accord FENSA et les procédures de l'OMS, appel à manifestation d'intérêt et validation des projets, mise en œuvre des activités et évaluation finale des projets. Il faut noter que 3 professionnels de presse ont été impliqués dans la conduite de formation sur les techniques de communication pour une meilleure visibilité des activités. La presse nationale a collaboré efficacement dans cette expérience du partenariat OSC-OMS.

En 2022, 4 projets ont été retenus pour une enveloppe totale de plus de 42 millions KMF. Tous les districts du territoire national ont été touchés par les projets sélectionnés. L'appréciation des résultats de cette première expérience à conduit le ministère à formuler le vœu de renouvellement de l'initiative proposant le lancement d'une seconde cohorte.

En 2023, l'OMS a financé 05 projets, avec une enveloppe revue à la hausse à hauteur de 59 889 875 KMF.

Quelques résultats en chiffre

Nous présentons ici les résultats d'un projet présenté par l'ONG ADDE à Anjouan. L'impact significatif de ce projet sur l'amélioration de la santé bucco-dentaire des filles et garçons des écoles primaires publiques des localités cibles en a fait le projet phare parmi la dizaine de projets appuyés pendant les deux ans.

En 2022

- **1839** élèves ont bénéficié de consultations gratuites ;
- **1741** élèves ont bénéficié de soins dentaires gratuits ;
- **1900** enfants ont bénéficié de kits sanitaires composés de brosses à dents, de dentifrices et de fournitures scolaires avec des brochures de sensibilisation sur l'hygiène dentaire.

En 2023

- **4500** élèves des écoles cibles ont été sensibilisés sur les mesures de prévention contre les caries dentaires ;
- **1500** enfants âgés de 5 à 12 ans ont bénéficié du mécanisme de prise en charge au poste de santé de Koni ;
- **125** parmi eux, atteints de maladies buccodentaires, ont été pris en charge par le projet.
- **1500** kits de dentifrices et de brosses à dents ainsi que des fournitures scolaires avec des brochures de sensibilisation.
- **153** enfants ont bénéficié d'une échographie Doppler dont 68%, qui présentaient des pathologies cardiaques, ont été prises en charge avec un coût financier supplémentaire de 2 millions KMF supporté directement par l'OMS.

DES CONSEILS D'ÉCOLES

engagés pour l'éducation des enfants.

Les conseils d'écoles jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement des établissements scolaires. Ils rassemblent parents d'élèves, enseignants, et parfois élèves eux-mêmes pour discuter et mettre en place des actions visant à améliorer la vie à l'école.

Dans les écoles où l'abandon scolaire persiste, des activités de sensibilisation sur l'importance de l'éducation des enfants sont organisées ciblant en particulier les parents ayant des enfants non scolarisées ou déscolarisés pour soutenir l'inscription et la rétention scolaire prêtant aussi main forte aux enfants vivant avec handicap afin de les encourager à fréquenter l'école.

Dans la localité de Salamani, sur l'Ile de Mohéli, Hamada Mdahoma membre du conseil d'école et sensible a déclaré ceci : "Je suis fière aujourd'hui de voir un conseil d'école si actif qui met en avant le bien-être de l'enfant. Un élève vivant avec handicap, un malvoyant et malentendant ont réussi leur examen d'entrée en sixième dans notre école pour cette année ".

En effet, grâce aux activités de sensibilisation réalisées au niveau communautaire et en milieu scolaire, plusieurs enfants ont pu reprendre l'école.

D'autres conseils d'écoles s'activent à entretenir les latrines et les citernes dotés par le ministère de l'Éducation avec l'appui de l'UNICEF. Ils construisent des clôtures et assurent un approvisionnement en eau, afin de créer un environnement propice à l'apprentissage.

La collaboration entre les associations communautaires pour l'éducation et les conseils d'écoles, avec l'implication des leaders communautaires et des parents d'élèves est essentielle pour soutenir l'éducation des enfants.

En outre, le soutien de l'UNICEF à l'éducation, à travers le renforcement des capacités et la supervision des conseils d'écoles, a permis de raviver le dynamisme communautaire en 2023. Au total, 107 conseils scolaires ont mené des activités de réhabilitation : construction de salles de classe, sensibilisation des parents à l'abandon des enfants, indemnisation de plus de 70 enseignants bénévoles et faciliter l'accès à l'école des élèves en situation de handicap.

Plus de 150 enfants ayant abandonné l'école sont retournés en classe en 2023.

Le soutien des Nations Unies, au titre du pilier peuple, est poursuivi dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de la population, particulièrement dans les secteurs de la santé, l'éducation et la protection sociale incluant la protection contre les violences.

En matière démographique, l'Equipe de Pays des Nations a accompagné le Gouvernement à mettre en place la politique nationale de la population pour la capture du dividende démographique.

Dans le secteur de la santé, plusieurs interventions sont réalisées dans les domaines de la gouvernance du système national de la santé, l'offre des services essentiels de santé notamment la santé de la mère, de l'enfant et la nutrition. Ainsi, l'Equipe de Pays des Nations Unies a appuyé le Gouvernement à élaborer et mettre en œuvre des documents stratégiques et textes règlementaires clés pour la gouvernance du secteur de la santé.

Dans ce cadre, elle a soutenu la mise en place d'un cadre d'investissement servant à optimiser la gestion des ressources investies pour atteindre trois résultats transformateurs- zéro décès maternels évitables, zéro besoin non satisfait en planification familiale et zéro violence basée sur le genre.

Elle continue à appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale de la santé numérique 2022- 2026 notamment à travers le renforcement des capacités des gestionnaires de données affectés au fonctionnement de la plateforme par DHIS 2 (District Health Information System-version deux) en cours de mise en place.

Cette plateforme permettra de disposer des données sanitaires en temps réel à tous les niveaux de la pyramide sanitaire du pays.

L'appui apporté pour l'offre des services de santé a contribué à renforcer les capacités, de la santé maternelle notamment les capacités des services hospitaliers des maternités, la promotion de la santé par l'inclusion accrue des organisations de la société civile dans la mise en œuvre des programmes de santé, la prise en charge des maladies- en particulier la lèpre et la tuberculose, la fonction biomédicale des structures de santé et l'oxygénothérapie avec la mise en place d'unités de production d'oxygène en milieu hospitalier.

Dans le secteur de l'éducation le soutien des Nations Unies a concouru au renforcement des capacités d'encadrement pédagogique et didactiques avec la mise à disposition, au niveau du cycle primaire, des kits scolaires incluant des manuels pour les élèves et les enseignants.

En matière de protection sociale, l'appui déployé a contribué à maintenir le fonctionnement des centres de suivi et de prise en charge des cas de violences basées sur le genre (VBG) au niveau des trois îles ainsi qu'à renforcer les capacités de veille et d'alerte y relatives.

Il en résulte des progrès importants. Sur le plan sanitaire, la mise aux normes SONUC (Soins Obstétricaux et Néonatals d'Urgence Complets) des maternités s'est davantage amélioré avec une augmentation 46 points de pourcentage desdites maternités. Celles répondant aux normes SONUB (Soins Obstétricaux et Néonatals d'Urgence de Base) ont pu être actuellement maintenues à un niveau de 60%.

Les conseils d'écoles dont les capacités sont renforcées en matière de pilotage et de gouvernance se sont multipliées avec une augmentation de 11 points de leur pourcentage.

Le nombre de filles et femmes qui reçoivent des services de prévention et de protection contre le mariage précoce a accru de 12,5%. Aussi, le nombre de personnes formées et actives dans la protection sociale et la lutte contre les violences faites aux enfants, jeunes et femmes est multiplié par 10 entre 2022 et 2023.

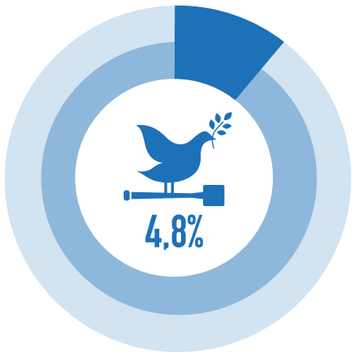
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

Gouvernance, Sécurité et Droits de l'Homme

Résultat 4 :

D'ici à 2026, les institutions publiques sont plus inclusives, efficaces, redevables et résilientes et renforcent la participation citoyenne à la vie publique, la cohésion sociale, les droits de l'homme, l'égalité de genre et la démocratie.

ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 5 | EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 6 | PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 17



$USD 1.339.392
PILIER PAIX

RÉSULTATS CLÉS

9 ▲ **9** en 2022 ▼ **6** en 2020

Nouveaux projet/propositions de lois et textes d'application de transposition des conventions/traités internationaux dans le droit national relatifs aux droits humains accompagnés ;

75 ▲ **68** en 2022 ▼ **40** en 2020

Agents aux frontières disposant de mécanismes et outils nécessaires pour le contrôle des frontières;

3 ▲ **3** en 2022 ▼ **2** en 2019

Unités de planification sectorielle mise en place et opérationnelle ;

68% ▲ **55%** en 2022 ▼ **46%** en 2018

Des indicateurs ODD retenus par le pays qui sont renseignés ;

4 ▲ **6** en 2022 ▼ **0** en 2020

Organisations publiques et de la société civile bénéficiant de l'appui du Système des Nations Unies pour renforcer leurs capacités techniques, financières et institutionnelles afin de lutter contre la violence domestique, la stigmatisation et d'autres formes de discrimination liées au COVID-19 ;

2 ▲ **1** en 2022 ▼ **0** en 2020

Accord développé avec le secteur privé ou les autres partenaires pour soutenir la mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre des ODD.

72%

Mise en place d'un cadre national de financement intégré (CNFI) opérationnel ;

VERS L'OUVERTURE DE L'ACCÈS AUX STATISTIQUES PUBLIQUES

pour le développement durable en Union des Comores.

L'Equipe de Pays des Nations Unies a appuyé, grâce au SDG FUND, le Gouvernement Comorien à travers l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), dans la mise en place du portail de données integré multisectoriel. Cette plateforme est disponible à l'issue d'un long processus participatif et inclusif de son develomment qui a fait intervenir des sectoriels pour son alimentation au cours d'un un atelier.

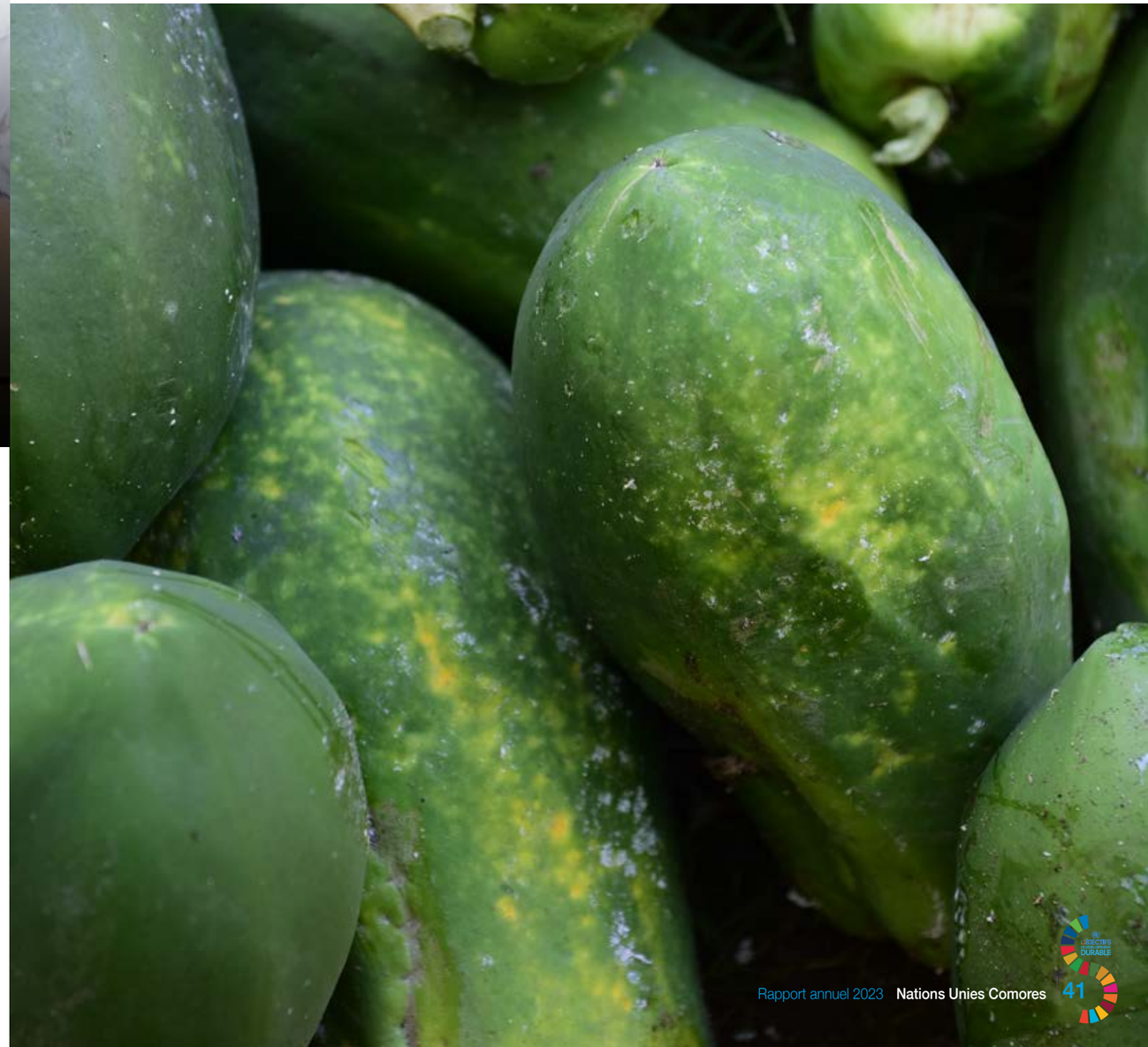
Cette plateforme qui contribue à mettre en œuvre les recommandations des premiers Etats Généraux de la Statistique a pour principaux objectifs d'améliorer l'accès et la diffusion des données servant notamment à la programmation, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de developement, en particulier le Plan Comores emetgent (PCE), les objectifs 2063 de l'Union Africaine et les ODD. Son fonctionnement impliquela mise à jour, en temps réel, des données sur les indicateurs socioéconomiques nationaux et sectoriels et leur dissémination, ainsi que l'amélioration de la qualité de l'information statistique. Elle permet de stocker dans les conditions sécuritaires requises les données du Système Statistique National (SSN) qui comprends plusieurs unités interconnectées qui collectent, analysent, interprètent et diffusent les données issues de différents secteurs économiques, sociaux et culturels des Comores.

Au niveau public, ces données sont utilisées par les départements ministériels et les partenaires techniques et financiers dans le cadre de la formulation, le suivi et l'évaluation de politiques, programmes et projets de développement notamment le suivi des indicateurs de développement du Cadre National du développement et des ODD.

La plateforme a pris en compte, à l'heure actuelle, cinq (5) secteurs, dans cet important rôle de collecte des informations sur le développement de chaque secteur. Ces secteurs sont la santé, l'éducation, les douanes, le tourisme et l'agriculture. De par son caractère évolutif, la plateforme prévoit d'intégrer l'ensemble de tous les autres secteurs. Dans son format actuel, 14 organisations sont déjà enregistrées dans cette plateforme : Autorité Nationale de Régulation des Technologies de l'Information et de la Communication (ANRTIC), la Banque Centrale des Comores (BCC), le Bureau Géologique des Comores (BGC), le Commissariat Général au Plan (CGP), la Cellule Nationale d'Analyses et de Recherches en Politiques Publiques (CNARPP), Centre National de Documentation et de Recherches Scientifiques (CNDRS), Délégation Générale des Droits de l'Homme (DGDH), Direction Générale de la Planification de l'Education (DGPE), Direction de l'Information et des Statistiques Sanitaires (DISS), Direction National du Tourisme (DNT), Direction Générale des Douanes (DGD) et Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED). En date 291 jeux de données sont disponibles. Un dispositif de mise en a jour régulière des données est mis en place.

L'INSEED prévoit la vulgarisation de cette plateforme par le renforcement des capacités des toutes les parties prenantes y compris l'Université des Comores à travers l'IUT, notamment le département des statistiques.

Lien d'accès à cette plateforme: https://opendata-comores.org/



Au titre du pilier Paix, l'Equipe de Pays des Nations a poursuivi en 2023 son appui dans les domaines de l'égalité de genre, la cohésion sociale, la gestion du développement, les droits humains et le développement des partenariats stratégiques.

Dans les domaines de l'égalité de genre et des droits humains, l'appui est apporté à la révision du profil genre aux Comores, un document qui contient les informations pertinentes en lien avec le genre, le renforcement du dispositif de suivi et de prise en charge des cas de violence basée sur le genre (VBG) par la mise en place de trois nouveaux centres (1 par île) et la poursuite de la production des bulletins trimestrielles de données sur les VBG. S'y ajoute la réalisation d'une analyse sur la situation des personnes handicapées basée sur les données du dernier recensement de la population ainsi que le renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre et le suivi des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU). Ce renforcement des capacités inclut des formations comme celle portant sur la promotion de la santé et les droits sexuels et reproductifs et la prévention des violences basées sur le genre au profit des membres de la CNDHL (commission nationale des droits de l'homme et des libertés) et celle axée sur le mécanisme de collecte des informations au bénéfice des membres du CIMERS (comité interministériel d'élaboration des rapports et de suivi de la mise en œuvre des engagements internationaux et régionaux de l'Etat comorien en matière de droits de l'homme).

L'appui des Nations Unies a contribué au renforcement des capacités de cadres nationaux, notamment des policiers et gendarmes sur la protection des femmes et des enfants, sur la gestion des frontières et en matière migratoire. Il a également contribué au renforcement des compétences des journalistes et des membres des organisations de la société civile pour l'identification et la correction de la désinformation et l'information malveillante en période électorale.

Dans le domaine de la gestion du développement, le soutien des Nations Unies a permis de : renforcer les capacités de production des statistiques du commerce extérieur; produire et diffuser les données socioéconomiques issues de l'enquête à indicateurs multiples-MIC6; mettre en place un portail national intégré de données multisectorielles qui facilitera l'accès en temps réel à l'information statistique des utilisateurs; réaliser de façon participative et inclusive la deuxième édition de la revue nationale volontaire (VNR) sur la mise en œuvre des ODD dont le rapport est présenté par le Gouvernement au Forum Politique de Haut Niveau en juillet 2023; finaliser la stratégie nationale de financement du développement qui s'inscrit dans le cadre national intégré de financement des ODD; réaliser l'évaluation nationale du Programme d'Action de la CIPD +30 et de la déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement.

L'appui des Nations Unies a contribué au programme national de modernisation de l'Etat civil en cours avec notamment le soutien à l'élaboration du plan stratégique de la modernisation de l'Etat civil et de la loi relative à l'état civil, le renforcement des capacités des officiers d'Etat des 54 communes et la mise à jour des textes juridiques conformes à la nouvelle loi.

La contribution des Nations Unies a permis, en outre, de renforcer les capacités de 20 agents du ministère des Finances ; des ministères sectoriels et des organisations des femmes, en matière d'égalité des genres dans la gestion des finances publiques et des politiques fiscales.

En ce qui concerne le développement des partenariats stratégiques, l'Equipe de Pays des Nations a contribué au renforcement de la coopération internationale en soutenant, la coopération régionale sur l'économie bleue à travers l'organisation à Moroni, en juin 2023, d'une conférence ministérielle sur « l'économie bleue et l'action climatique en Afrique : les Etats insulaires et côtiers à l'avant-garde » dans le cadre de la présidence comorienne de l'Union Africaine, la coopération sud-sud avec la tenue à Moroni du séminaire sur la coopération Brésil-Comores portant sur l'identification des projets dans les domaines de l'éducation, la gestion des déchets solides, l'agriculture et l'élevage, et la formalisation du partenariat entre l'Office National marocain de l'Eau et de l'Electricité et la société nationale de l'exploitation et la distribution des eaux aux Comores (SONEDE).

Les appuis déployés, au titre du pilier paix, ont contribué à des progrès. Le nombre d'agents affectés aux frontières qui disposent de mécanismes et outils nécessaires pour le contrôle des frontières a augmenté de 10% ; ce qui contribue à l'amélioration de la gouvernance des migrations suivant les objectifs du pacte mondial sur les migrations. Le nombre d'indicateurs des ODD priorisés par le pays et qui sont renseignés a connu une augmentation de 13 points de pourcentage passant de 55% à 68% entre 2022 et 2023. Dans le domaine du développement des partenariats stratégiques, l'on note l'augmentation de 1 à 2 du nombre d'accords développés avec le secteur privé ou les autres partenaires pour soutenir la mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre des ODD.

Progrès réalisés par rapport à la promesse de « ne laisser personne pour compte »

L'Equipe de Pays des Nations Unies a poursuivi, en 2023, ses actions pour la consolidation du mécanisme national de prise en charge et de suivi des cas de violences contre les femmes, les filles et les enfants. La prise en charge holistique des cas de violences comprend une assistance médicale, juridique et phycologique. En ce qui concerne le suivi, il permet de tenir la publication du bulletin trimestriel d'information sur ces violences. Elle a appuyé l'extension du réseau des centres d'écoute avec l'installation de trois centres supplémentaires à raison d'un par île.

Ses interventions dans les piliers planète et prospérité de l'UNSDCF incluent les femmes et les personnes en situations d'handicap notamment en ce qui concerne les appuis en faveur de l'autonomisation économique et la gestion durable des écosystèmes terrestres et marins et des biens et des services écosystémiques associés. Ainsi, des femmes issues des associations des pêcheurs sont appuyées et accompagnées pour leur restructuration en coopératives de femmes spécialisées dans la transformation (fumage et séchage) et la commercialisation des poissons fumés et séchés. Grace au plaidoyer de l'Equipe de Pays des Nations Unies les femmes sont de plus en plus inclues dans les comités de gestion intégrée de la ressource en eau.

Liens avec d'autres priorités ou plan au sein du pays :

La mise en œuvre de l'UNSDCF aligné au Plan Comores Emergent continue à répondre aux priorités nationales actualisées dans le plan de relance post-Covid. En 2023, en s'inscrivant dans les politiques et plans sectoriels, elle a effectivement répondu à des besoins prioritaires au niveau des secteurs concernés situés dans les quatre piliers de l'UNSDCF, planète, prospérité, peuple et paix, le pilier partenariat considéré comme transversal. Au plan régional, dans le cadre de l'UNSDCF, l'Equipe de Pays des Nations Unies a accompagné les Comores à ratifier l'accord instituant la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) qui est à la fois une priorité nationale et régionale. Elle a également apporté au pays un soutien considérable pour s'inscrire dans l'initiative régionale et continentale de la Grande Muraille Bleue concernant les Etats insulaires et côtiers de l'Afrique. Ainsi, elle a appuyé l'organisation à Moroni, en juin 2023, de la conférence ministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique qui a débouché sur la « Déclaration de Moroni pour une action en faveur de l'Océan et du Climat en Afrique ».

2.3. APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030

Le développement des partenariats entre les Nations Unies et les Comores est renforcé par le plein alignement de l'UNSDCF et le PCE et son plan opérationnel, le plan de relance post-Covid.

L'Equipe de Pays des Nations Unies a poursuivi son appui substantiel, en 2023, à la coordination des partenaires des Comores à travers le Forum des Partenaires au Développement (FPaD) dont elle assure, par le biais du Coordonnateur Résident, le leadership. Son plaidoyer continu auprès du Gouvernement pour l'opérationnalisation du dispositif institutionnel national de suivi de la mise en œuvre du Plan Comores Emergent (PCE) a grandement contribué à la mise en application du décret présidentiel portant mise en place dudit dispositif avec l'officialisation, en mars 2023, par arrêté, des quatre Groupes Thématiques de Dialogues (GTD) alignés aux quatre piliers (Peuple, Prospérité, Planète et Paix) du programme 2030. Ces GTD constituent des cadres de coordination, d'échanges et de concertation de l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du PCE et des cibles nationalement priorisées des ODD. A ce titre, ils ont servi de cadres pour la préparation du sommet des ODD tenu en septembre 2023.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'UNSDCF, l'Equipe de Pays des Nations Unies, continue à élargir et diversifier son partenariat en explorant d'autres segments comme celui de la société civile et du secteur privé en vue de faciliter l'accélération de la mise en œuvre des ODD. Ainsi, de plus en plus, des organisations de la société civile, au niveau des trois îles, se voient confier la mise en œuvre des activités des Nations Unies notamment dans le secteur de la santé.

L'Equipe de Pays des Nations Unies continue à accompagner le développement du cadre national de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des ODD. A cet égard, après la mise en place du Cadre National de Financement Intégré des ODD, elle a appuyé le Gouvernement à l'élaboration de la stratégie nationale de financement du développement qui est adoptée.

Les Nations Unies continuent à soutenir l'Agence Comorienne de Coopération Internationale (ACCI) pour le développement et le renforcement des partenariats diversifiés notamment les partenariats innovants et Sud-Sud.

En 2023, elles ont apporté un soutien au renforcement, de la coopération Comores-Brésil avec la tenue à Moroni du séminaire conjoint portant sur l'identification des projets dans les domaines de l'éducation, la gestion des déchets solides, l'agriculture et l'élevage. Aussi, elles ont appuyé la formalisation du partenariat entre l'Office marocain de l'Eau et de l'Electricité et la société nationale de l'exploitation et la distribution des eaux aux Comores (SONEDE).

L'Equipe de Pays des Nations Unies poursuit son partenariat avec la société privée des télécommunications, TELCO SA, pour le fonctionnement de la clinique mobile au service du développement de la santé sexuelle et reproductive de proximité au profit de la population locale. Elle entretient actuellement des partenariats avec : la France pour la modernisation de l'Etat Civil ; l'Union Européenne pour la diversification et l'industrialisation de l'économie comorienne, tout en encourageant une transition vers une économie verte et circulaire et la création d'emplois décents pour toutes et tous, respectueuse de l'environnement ; la Banque Africaine de Développement (BAD) pour la sécurité alimentaire ?

Ces partenariats contribuent à la mise en œuvre du programme 2030 et sont une contribution importante à l'accélération de l'atteinte des ODD notamment à travers les cinq des six transitions suivantes : l'éducation, les systèmes alimentaires, l'accès à l'énergie, les emplois et la protection sociale et le changement climatique.

2.4. RÉSULTATS DES NATIONS UNIES TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE:

cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

La mise en œuvre du cadre de coopération continue de bénéficier davantage de l'extension de l'Equipe de Pays des Nations Unies dont la reconfiguration a porté sa taille à 21 agences contre 14 dans le cycle de l'UNDAF précédent. Ainsi, 20 agences sur les 21 ont effectivement contribué à la mise en œuvre de l'UNSDCF en 2023. Il s'agit des agences signataires suivantes : la CEA, la CNUCED, la FAO, le FIDA, l'OIM, l'OIT, l'OMS, l'ONUDI, l'ONU-HABITAT, le PAM, le PNUD, le PNUE, l'UNDRR, l'UNESCO, l'UNFPA, l'UNICEF, l'UNODC et le CCI. A cette liste d'agences signataires de l'UNSDCF s'ajoutent le HCR et l'OHCHR non-signataires qui ont intégré l'équipe dès la première année de mise en œuvre.

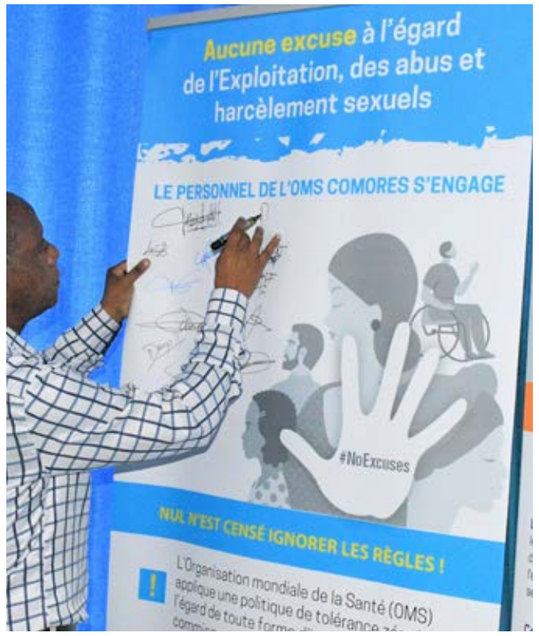
La cohérence interne de la réponse commune aux priorités nationales vient du fait que l'alignement des programmes pays des agences signataires à l'UNSDCF est préalablement validé par le Coordonnateur Résident avant leur approbation. C'est le cas des programmes pays des agences ex-com résidentes (UNFPA, UNICEF et PNUD) dont la validation a fait l'objet d'un atelier conjoint de l'Equipe de Pays en mai 2021. De même, l'OMS a finalisé, au début de l'année 2023, sa stratégie de coopération 2022 – 2026 avec l'implication de l'Equipe de Pays et le Bureau du Coordonnateur Résident ; ce qui a permis d'assurer la cohérence de cette stratégie avec l'UNSDCF. Dans le même objectif, l'OIT a impliqué l'Equipe de Pays et celle du Bureau du Coordonnateur Résident dans le processus d'élaboration du Programme Pays pour le Travail Décent 2023- 2026.

La validation préalable de cette cohérence concerne également les nouvelles agences qui rejoignent l'Equipe de Pays à la phase de mise en œuvre.

Cette dernière demeure cohérente en se basant sur le plan de travail annuel conjoint en tant qu'instrument principal de la cohérence opérationnelle. L'élaboration de ce plan de travail conjoint fait effectivement intervenir aussi bien toutes les agences participant à chacun des quatre effets (planète, prospérité, peuple et paix) que les institutions étatiques et non étatiques partenaires nationales.

En ce qui concerne l'efficacité de la mise en œuvre, elle est rendue possible grâce, d'une part, au rôle central de l'Equipe de Gestion du Programme (PMT) qui accomplit régulièrement sa mission de supervision et de coordination programmatique et conseille l'Equipe de Pays. D'autre part, les groupes de résultats et les groupes thématiques travaillent pour s'assurer non seulement de la régularité de l'exécution par rapport au plan de travail conjoint signé avec le Gouvernement mais également des ajustements stratégiques à opérer pendant la mise en œuvre afin de prendre en compte les priorités nationales, régionales et internationales émergentes tout en restant dans la direction des objectifs de l'UNSDCF.

Cette efficacité est renforcée, dans l'esprit de l'initiative « Unis dans l'action », par la poursuite des projets conjoints fédérant plusieurs agences pour des objectifs communs. Actuellement, le projet « Accélérer les ODD grâce à un système statistique numérisé, innovant et accessible aux Comores » se veut une contribution dans la mise en œuvre des recommandations des premiers Etats Généraux de la Statistiques dont l'Equipe de Pays a fortement soutenu la réalisation. Il donne une visibilité de la réponse commune qu'a l'Equipe de Pays au besoin de renforcement du système statistique national avec comme deux principaux résultats attendus, la mise en place d'un portail national intégré de données multisectorielles qui fonctionne sous la responsabilité de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) et la disponibilité d'une nouvelle stratégie nationale de



développement de la statistique (SNDS) qui tient compte aussi bien des recommandations de ces Etats Généraux que des nouvelles innovations concernant la production, la diffusion et l'accès aux données.

En dehors des projets conjoints, dans le cadre de « One Un » l'Equipe de Pays tire profit de l'utilisation des moyens des Nations Unies accessibles au niveau régional et mondial. C'est le cas des ressources du Bureau de la Coordination des Activités de Développement disponibles au niveau d'Afrique et du siège pour renforcer, par des échanges et/ou des transferts de connaissances et expériences, les capacités de l'Equipe de Pays notamment à travers le Bureau du Coordonnateur Résident.

Sur le plan politique, des actions de plaidoyers menées par l'Equipe de Pays sous le leadership du Coordonnateur Résident contribuent fortement à la réalisation des objectifs de l'UNSDCF. Il s'agit des plaidoyers pour : la ratification de l'accord instituant la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) ; l'officialisation, par voie d'arrêté pris en mars 2023, des Groupes Thématiques de Dialogues (GTD) du Dispositif Institutionnel de Suivi de la Mise en Œuvre du Plan Comores Emergent (DISMO) ; la participation et l'inclusion de tous les acteurs étatiques et non étatiques y compris les partis de l'opposition aux élections présidentielles et des Gouverneurs tenues en janvier 2024; le respect des droits humains et le non recours à la violence avant, pendant et après ces élections.

En ce qui concerne l'efficience, les gains générés proviennent de la mise en œuvre régulière de la stratégie conjointe des opérations (BOS) sous la responsabilité de l'Equipe de Gestion des Opérations (OMT). L'Equipe de Pays des Nations Unies continue à mutualiser ses ressources pour la gestion efficiente des services communs (nettoyage, gardiennage, électricité-eau, UN médical Clinic …) facilitée par la cohabitation des agences dans le même compound. Toutes les agences ont honoré leurs engagements dans l'esprit de « One UN » en contribuant au budget annuel de l'équipe de gestion des opérations dans l'objectif de disposer des services communs de qualité et accessibles.

En matière budgétaire, comme dans le budget de 2023 où 7,8% des coûts ont été évités par rapport au budget 2022, l'OMT a pu dégager une économie de 4,02 % dans le budget de 2024 par rapport à celui de 2023 ; ce qui prouve la capacité de l'Equipe de Pays à obtenir d'en année en année des gains d'efficience.

En matière de communication et de défense des intérêts communs, dans le cadre de la stratégie conjointe de communication 2022-2026, l'Equipe de Pays, à travers le Groupe de Communication (UNCG), continue à communiquer d'une seule voix sur la mise en œuvre de l'UNSDCF, promouvoir les ODD et l'agenda 2030, renforcer la visibilité de ses actions et le partenariat élargi et diversifié et renforcer ses relations avec les médias.

Les actions réalisées permettent à l'Equipe de Pays de rester dans la direction de ces objectifs de communication, d'être proche des populations et des acteurs qu'elle sert. Ainsi, les journées portes ouvertes organisées à l'occasion de la Journée des Nations Unies, une activité qui fait accueillir un grand nombre de partenaires et des représentants de la population comorienne et qui permettent de présenter certains produits de l'action des Nations Unies. Les cafés médias portant sur « les innovations dans la santé maternelle et infantile » et « la gestion des ressources en eau et changement climatique » ont servi de cadre pour l'Equipe de Pays de poursuivre les échanges réguliers avec les médias et de mieux les informer sur les actions et des aspects liés à ces thématiques. Les bulletins d'information du Système des Nations Unies en Union des Comores, Ylang Info, bimensuels, ont permis à l'Equipe de Pays de continuer à informer sur des actions clés de la période couverte et à sensibiliser sur des valeurs des Nations Unies.

Les journées internationales célébrées avec l'appui de l'Equipe de Pays des Nations Unies, comme « la journée internationale de la femme », sont des occasions pour sensibiliser et communiquer des messages en vue de promouvoir des valeurs des Nations Unies.

2.5. ÉVALUATIONS ET LEÇONS TIRÉES

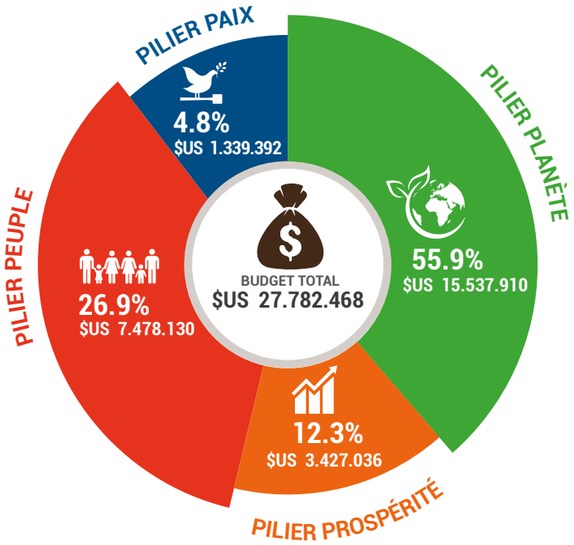
En 2023, le cycle actuel de programmation est à sa deuxième année. La mise en œuvre de l'UNSDCF continue à tenir compte des recommandations et des leçons apprises de l'évaluation finale de l'UNDAF 2015- 2021. Cette dernière avait relevé des faiblesses dans la programmation conjointe, le fonctionnement des groupes résultats et des groupes thématiques, le suivi et la communication sur les résultats ainsi que sur les partenariats avec les autres partenaires techniques et financiers (PTF).

L'Equipe de pays des Nations Unies continue à fournir des efforts pour renforcer le travail conjoint entre les agences des Nations Unies. Ce travail conjoint fait dans l'esprit de l'initiative « One UN » est favorisé notamment par : le suivi régulier, à travers le PMT (Program Management Team), de la mise en œuvre des plans de travail annuels des groupes thématiques conjointes ; et les groupes de résultats de plus en plus redynamisés. Elle a continué, en 2023, à renforcer le partenariat avec le Pays à toutes les étapes du processus de mise en œuvre de l'UNSDCF 2022-2026 notamment dans le processus de revue annuelle et de programmation organisé conjointement avec le Gouvernement. Les résultats de cette revue annuelle et programmation sont validés par le comité de pilotage conjoint avant la signature conjointe des plans de travail annuels.

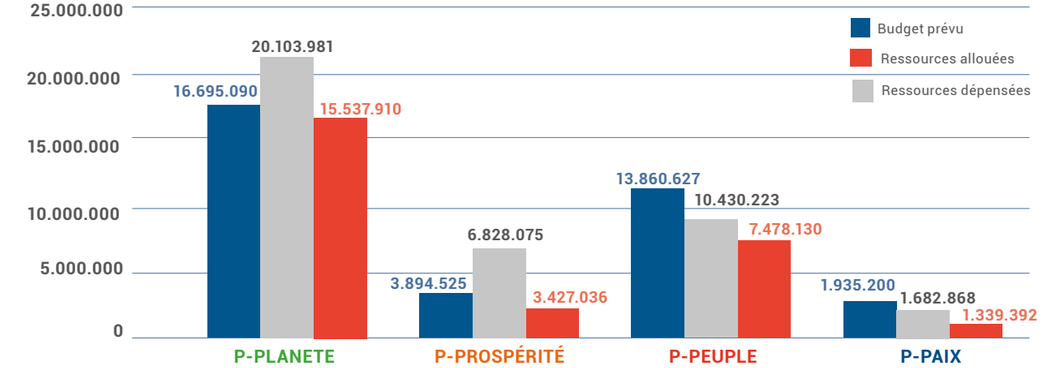
En matière de communication des résultats l'Equipe de Pays des Nations Unies tient beaucoup à la régularité de la mise à jour de IMS (Information Management System) de la plateforme UN INFO et communique les résultats au Gouvernement. Elle se conforme aux directives du présent rapport annuel sur les résultats.

2.6. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

2.6.1. Aperçu financier



Budget - ressources allouées - dépensés (USD)



Sources : Agences des Nations Unies

La mise en œuvre du plan-cadre de coopération en 2023 a nécessité une allocation totale de 39,045,146 USD dont 27 782 468 USD ont été effectivement dépensés, ce qui porte le taux d'exécution financière à 71,2%. Le niveau d'exécution financière est variable selon le pilier avec une bonne exécution dont les taux dépassent le niveau global pour les piliers paix et planète.

En termes de mobilisation des ressources et de volume de dépenses l'on note une nette amélioration. Les montants alloués et dépensés représentent presque le double de ceux de 2022 où les allocations et les dépenses étaient respectivement de 18 696 424 USD et 17 099 448 USD.

L'examen des structures des allocations et des dépenses révèle presque le même constat par rapport aux années précédentes en ce qui concerne la répartition des fonds. Le pilier planète absorbe à lui seul plus de la moitié du financement.

En dépit des défis énormes en matière de gouvernance relevés dans le CCA 2020 et pris en compte dans l'UNSDCF le pilier paix reste encore très mal loti avec des allocations et des dépenses qui se situent au tour de 5%.

PILIERS	BUDGET PREVU (USD)	RESSOURCES ALLOUEES (USD)	RESSOURCES DEPENSEES (USD)	RESSOURCES DEPENSEES (%)	TAUX EXÉCUTION FINANCIÈRE (%)
PLANETE	16 695 090	20 103 981	15 537 910	55.9	77.3
PROSPERITE	3 894 525	6 828 075	3 427 036	12.3	50.2
PEUPLE	13 860 627	10 430 223	7 478 130	26.9	71.7
PAIX	1 935 200	1 682 868	1 339 392	4.8	79.6
TOTAL	36 385 442	39 045 146	27 782 468	100.0	71.2

Sources : Agences des Nations Unies

2.6.2. Mobilisation des ressources et qualité des financements

• L'éventail de partenaires de financement

Le partenariat est au cœur de l'action des Nations Unies. Et pourtant, il est à noter qu'il y a très peu de partenaires techniques et financiers basés aux Comores. Le pays abrite huit ambassades (Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Chine, Emirats Arabes Unis, France, Lybie, Tanzanie et Maroc) dont une seule d'un Etat membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), la France. Il compte très peu d'organisations de coopération internationale (l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement-AFD, le Corps de la Paix) et très peu d'ONG internationales (Croix Rouge Française, Caritas, OXFAM).

En 2023, les Nations Unies ont travaillé avec une dizaine de partenaires de financement :

- La Banque Mondiale, l'Union Européenne, l'Ambassade de France, l'AFD, le GAVI, la KOICA et la JICA ;
- Le GEF et JSDGF auprès desquelles elles ont mobilisé des ressources ;
- L'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) et l'Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ICESCO) avec lesquelles elles ont conjointement appuyé des initiatives gouvernementales.

• Le financement sur plusieurs années et à court terme

A l'issue du processus initial de budgétisation, le cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement Durables 2022 – 2026 est évalué à 310 930 312 USD dont 157 527 312 USD projetés comme disponibles et 153 403 000 USD à mobiliser.

Le déficit de financement présente un enjeu majeur pour la réalisation des résultats. Pour y faire face, l'Equipe de Pays des Nations Unies s'est dotée d'une stratégie de mobilisation des ressources et de partenariat 2022 - 2026. La collaboration et les contacts établis avec des potentiels partenaires de financement sont maintenus, le défi de mobilisation des ressources restant d'actualité. Cependant, en 2023, force est de noter le doublement des ressources mobilisées par rapport à 2022. Les fonds alloués qui étaient de 18 696 424 $ US en 2022 passent à 39 045 146 $ US en 2023 dépassant largement l'objectif annuel de mobilisation de ressource qui est de 30 millions USD en moyenne.

Le maintien des efforts déployés en 2023 et l'exploration des nouvelles fenêtres d'opportunités de financement restent une priorité de l'agenda de l'Equipe de Pays des Nations Unies.

03

PRIORITES DE L'EQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNEE A VENIR

2024 est une année où le système des Nations Unies doit plus que jamais prouver sa pertinence face à un monde de plus en plus fracturé et multipolaire. Au niveau mondial, l'Assemblée générale des Nations unies accueillera un "Sommet de l'avenir" en septembre, dans le but d'établir que les solutions multilatérales restent le meilleur moyen de garantir un avenir radieux pour tous. Au niveau national, le système de développement des Nations Unies a décidé de se concentrer sur "6 transitions", conçues comme des voies d'investissement pour atteindre les Objectifs de Développement Durable. Ces six transitions sont les suivantes :

- **Systèmes alimentaires**
- **Accès à l'énergie et accessibilité financière**
- **Connectivité numérique**
- **Education**
- **Emploi et protection sociale**
- **Changement climatique, perte de biodiversité et pollution**

Ces 6 transitions ne sont pas exclusives, et les Nations Unies aux Comores continueront bien sûr à travailler dans d'autres domaines clés tels que la santé, l'accès à l'eau potable et le développement économique. Mais de plus en plus, à partir de 2024, le système de développement des Nations Unies aux Comores comme ailleurs se réorientera pour se concentrer de plus en plus sur ces 6 transitions. La raison en est que les études sur les ODD ont montré que les progrès dans ces 6 domaines semblent avoir des effets catalytiques et multiplicateurs sur tous les ODD, augmentant ainsi nos chances d'atteindre, ou du moins de faire des progrès significatifs, sur l'Agenda 2030.

En ce qui concerne le plan de travail annuel pour 2024, comme convenu par le Comité de pilotage du cadre de coopération, l'ONU aux Comores continuera à se concentrer sur ses 4 piliers établis (Planète, Personnes, Prospérité et Paix). La mise en œuvre des quatre groupes thématiques de dialogue (GTD), alignés sur les piliers et présidés conjointement par les ministres du gouvernement et les partenaires de développement, est une priorité essentielle.

Une autre priorité est le lancement aux Comores de l'initiative du Secrétaire Général "Des alertes précoces pour tous" (Early Warnings for All - EW4A). Il s'agit de s'assurer que les Comores bénéficieront de systèmes d'alerte et de réponse adéquats face à des événements météorologiques défavorables ou à des catastrophes naturelles. L'année 2024 étant l'année de l'éducation de l'Union africaine, des efforts accrus seront déployés pour garantir un enseignement primaire et secondaire de qualité à tous les enfants comoriens, ainsi que des possibilités accrues de formation professionnelle pour les jeunes. L'accès à l'eau potable, des soins de santé de meilleure qualité pour les femmes, les hommes et les enfants, la gestion des déchets et la mise en œuvre du ZLECAf sont d'autres domaines dans lesquels les Nations Unies souhaitent avoir un impact fort en 2024.

Alors que la réforme des Nations Unies sur le renforcement de la coordination du système de développement arrive à maturité, les Nations Unies aux Comores, sous la direction de leur Coordinateur Résident, chercheront à lancer de nouveaux programmes conjoints en ligne avec les 6 Transitions au cours de l'année à venir. Ceci afin de s'assurer que les agences des Nations Unies actives dans le pays mettent de plus en plus en commun leurs ressources afin de maximiser l'impact collectif du système des Nations Unies sur le terrain, dans un effort sans fin pour mieux servir le peuple comorien.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACCI	Agence Comorienne de Coopération Internationale
AFD	Agence Française de Développement
AFD	Agence Française de Développement
ALECSO	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences
ALESCO	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences
CCI	Centre de Commerce international
BCP	Bilan Commun Pays
BOS	Business Opérations Strategy
CCA	Common Country Analysis
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CIMERS	Comité Interministériel d'élaboration des Rapports et de Suivi
CNFI	Cadre national de financement intégré
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COI	Commission de l'Océan Indien
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA)
COVID	Coronavirus
CRDE	Centres Ruraux de Développement Économique
CRENAS	Centre de Récuperation et d'Education Nutritionnelle en ambulatoire sèvère
CRENI	Centre de Récuperation et d'Education Nutritionnelle en interne
CTTC	Conféderation des Travailleurs et Travailleuses Comoriens
DAD	Plate forme de gestion de l'aide publique au développement
EIR	Equipes d'intervention rapide
EPU	Examen Périodique Universel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FPaD	Forum des partenaires au développement
GAVI	Alliance pour le Vaccin
HCR	Haut Commissariat des Refugiés
ICESCO	Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture
ITC	United States International Trade Commission
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
JSDGF	Fonds Conjoint des Nations Unies pour les ODD
KOIKA	Agence Coréenne de Coopération Internationale
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MODEC	Mouvement des Entreprises Comoriennes
OCDE	Organisation de la Coopération et du Développement Economique
ODD	Objectifs de Développement Durables
OHCHR	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONU-HABITAT	Programme des Nations unies pour les établissements humains
OXFAM	Oxford Committee for Relief Famine, une ONG
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCE	Plan Comores Émergent
PCI	Prévention et le contrôle des infections
PEID	Petit Etat Insulaire en Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'investissement public
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RSU	Registre social unique
SADC	Southern African Development Community
SNU	Système des Nations Unies
SONUB	normes SONUB
SPHERE	normes SPHERE des districts pour la gestion de la malnutrition aiguë sévère (guéri/par défaut/décès)
TICE	Technologies de l'Information et de la Communication en Education
UN	United Nations
UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNDESA	United Nations Development Economic and Social Affairs
UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNODC	Office des Nations Unies Contre les Drogues et le Crime
UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework
USD	United States Dollar
VBG	Violence Basée sur le Genre
ZLECAF	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine

Coordinatrice de la publication : Olivia Andersson Taghioff
Redacteur principal : Monir Mouhidine
Graphiste : Amir Fouad Adou

Contributeurs clès : Anzaouir Ben Alioiou, Ben Charfaine Abdillalahi, Momed Abdoulhamid, Rehema Ahmed Abdallah, Nasser Youssouf

Autres contrributeurs : Ali Mohamed Ahamada, Said Brahime Boina, Mouslim Saadi , Mouhiddine Kaambi, Farouk Oumouri, Yahaya Bacar, Papa Hassane, Seda Saïdou

Pour toute demande, contactez :

+269 763 10 89 One.UN.Comoros One_UN_Comoros monir.mouhidine@un.org www.comoros.un.org

Crédits Photos:

© OMS Comores/ Ben Charafaine Abdillahi: Pages 2,3,6,16,34,35,43,46,54,55
© OIT Comores : Page 30
© PNUD Comores : Page 10,11,17
© PNUD Comores / Nasser Youssouf : Page 26,28
© UNICEF Comores 2018 / Julie Pudlowski : Page de couverture
© UNICEF Comoros 2023 / Anil Amir : Page 13
© UNICEF Comores 2024 / Karel Prinsloo : Page 36
© UNICEF Comores 2024 / Karel Prinsloo : Page 36
© UNICEF Comores 2018 / Julie Pudlowski : Page 32
© UNICEF Comores 2018 / Julie Pudlowski : Page 38
© UNICEF Comores 2018 / Julie Pudlowski : Page 47
© UNFPA Comores / Maimouna Ibrahim: Page 40

NATIONS UNIES
COMORES